

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

AFGHANISTAN LE DÉSENGAGEMENT



RÉTROSPECTIVE 2012

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

FORCES EN ACTION**8** Bégin : une nuit aux urgences**14** Portrait**ENJEUX****16** La Russie et la Chine dans la crise syrienne**MODERNISATION****18** Solde : le plan d'urgence sur le terrain**19** Brèves**FOCUS DEFENSE****26** Interview de Jean-Marie Guéhenno, président de la commission du Livre blanc**30** *Corsican Lion* : la coopération franco-britannique en action**32** Derrière les bérets verts**36** La Dirisi au service des forces**38** Interview du contre-amiral Coustillière, officier général cyberdéfense**DÉTOURS CULTURE****60** Au nom du maintien de l'Ordre**PERSPECTIVES****64** Histoire**KIOSQUE****66** Sélection

4 FORCES EN ACTION

Volcanex : évacuation européenne

Organisé en octobre par le Groupe aérien européen, l'exercice a fait coopérer des unités chargées de la protection des forces de différentes nationalités et mobilisé de nombreux moyens.



20 FOCUS DÉFENSE

Désengagement en sécurité maximale

Le retrait des troupes françaises d'Afghanistan s'accélère. Pour mener cette manœuvre logistique, la liberté d'action et la sécurisation des zones sont essentielles.



40 DOSSIER

2012 : les événements

Armées d'aujourd'hui vous propose une sélection des grands moments qui ont constitué l'actualité de la Défense cette année. Des images et des mots...



ADA n°375 : erratum.
La photo de couverture a été attribuée par erreur à l'ECPAD. Son auteur est en réalité le photographe Stéphane Candé. (www.stefcande.com).

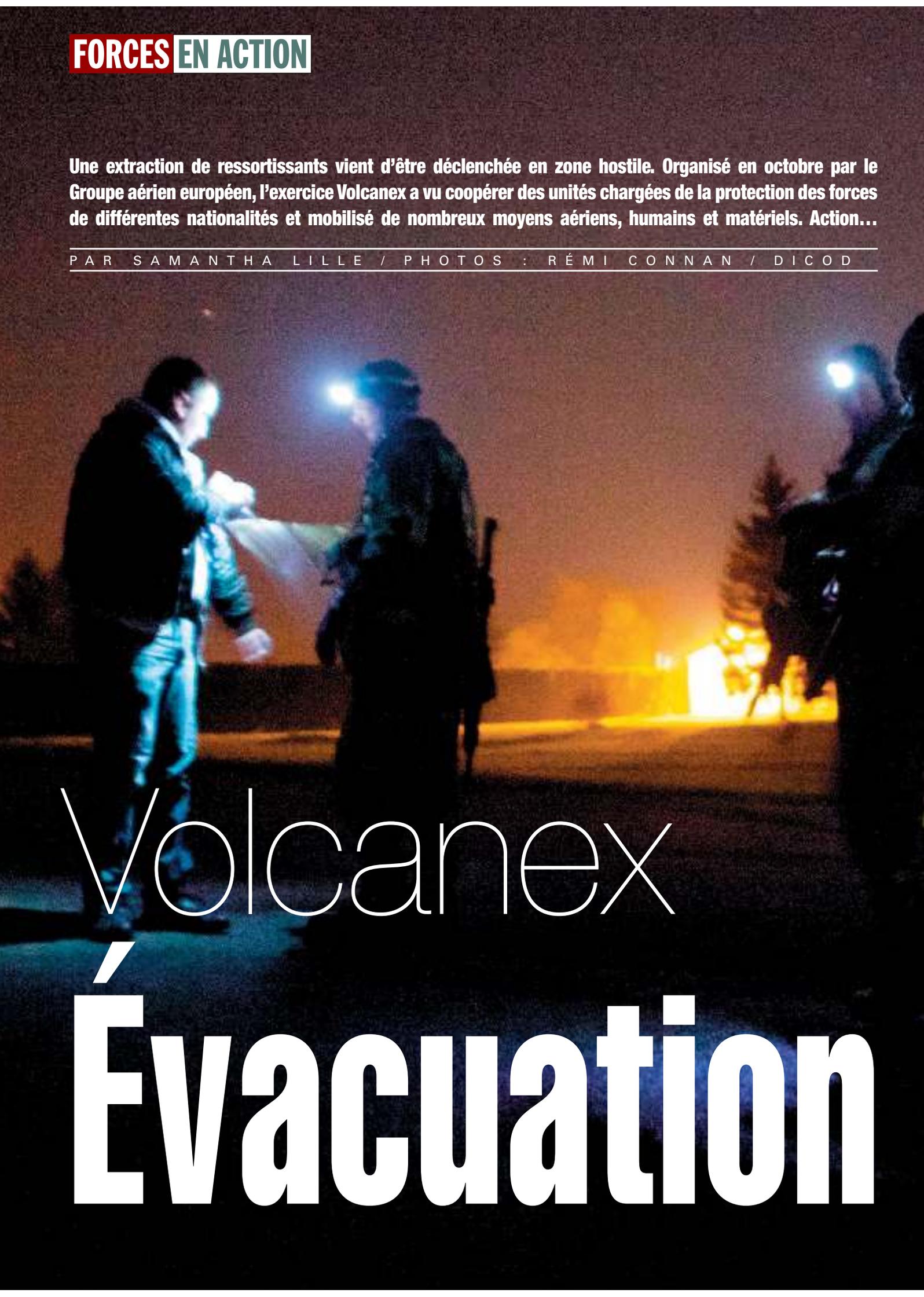


ARMÉES D'AUJOUR'HUI. Directeur de la publication : Philippe Germain. **Directeur de la rédaction :** colonel (terre) Alban des Courtils. **Chef du bureau de la rédaction :** lieutenant-colonel (air) Bruno Cunat. **Rédacteur en chef :** lieutenant-colonel (terre) Philippe Dupas. **Rédacteur en chef adjoint :** capitaine (terre) Xave Gaspard (01 44 42 48 01). **Conception graphique :** Olivier Spadaccini. **Secrétaire générale de rédaction :** Sybille Prenel. **Secrétariat de rédaction :** Juliette Démoutiez, Yves Le Guldec. **Chef des reportages :** adjudant (air) Lionel Gioda (53 52). **Rédaction :** Carine Bobbera (48 07), capitaine (terre) Flora Cantin (33 18), enseignante de vaisseau Grégoire Chaumeil (40 04), Paul Hessenbruch (55 05) Éléonore Krempff (44 35), Samantha Lille (47 27), Nelly Moussu (46 29). **Prestations extérieures :** Frédéric Charillon, Laurent Henninger, Jean-Claude Jaeger. **Service photo :** CC1 (terre) Jean-Jacques Chatard (46 98). **Service icono :** Christophe Deyres (48 35), Carole Vennin (45 09). **Chef de fabrication :** Thierry Lepsch : 01 44 42 32 42. **Photogravure :** Open Graphic Media. **Impression :** Imaye Graphic. Routage : CRP. **Dépôt légal :** février 2003. Dicod - École militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris. **N° ISSN :** 0338 - 3520. **Abonnement payant (ECPAD) :** 01 49 60 52 44, routage-abonnement@ecpad.fr. **Diffusion - abonnement gratuit :** sergent-chef (air) Céline Butaud : 01 44 42 40 07, celine.butaud@dicod.defense.gouv.fr; **Contact publicité (ECPAD) :** Christelle Touzet : 01 49 60 58 56/regie-publicitaire@ecpad.fr. **Couverture :** Jean-Raphaël Drahj/armée de Terre.

FORCES EN ACTION

Une extraction de ressortissants vient d'être déclenchée en zone hostile. Organisé en octobre par le Groupe aérien européen, l'exercice Volcanex a vu coopérer des unités chargées de la protection des forces de différentes nationalités et mobilisé de nombreux moyens aériens, humains et matériels. Action...

PAR SAMANTHA LILLE / PHOTOS : RÉMI CONNAN / DICOD



Volcanex

Évacuation

À la lumière de leur
lampe frontale, des
commandos de l'air
effectuent une fouille
méthodique des
ressortissants avant
leur embarquement
dans un Transall.



européenne



« Il s'agit de protéger la base de l'intérieur et de l'extérieur. Le but : dissuader, prévenir toute attaque. »

Ci-dessus : sur le tarmac de Vouziers-Séchault, des commandos suédois, accompagnés de leurs équipes cynophiles, embarquent dans un Transall. Ils se rendent à Étain, en terrain hostile, pour évacuer des civils.

Ci-contre : un soldat contrôle l'identité d'une ressortissante à évacuer.

Ci-dessous : les hommes mettent en place un dispositif de sécurité avant l'extraction des citoyens européens. Il ne faut pas laisser d'insurgés s'approcher.





« **A** 16 heures Zoulou, un hélicoptère déposera les hommes chargés d'installer le dispositif d'éclairage de la piste », précise, en anglais, un lieutenant du commando parachutiste de l'Air n° 20 (CPA 20) chargé de briefier une vingtaine de militaires dont beaucoup sont étrangers. Une Resevac (évacuation de ressortissants) vient d'être déclenchée. Leur mission : aller chercher 25 citoyens européens à Étain, terrain qualifié d'hostile pour l'occasion.

Le briefing a lieu à Vouziers-Séchault, en Champagne-Ardenne, sur un terrain d'entraînement du génie de l'Air. En octobre, il est le théâtre d'une grande première : trois exercices majeurs de l'armée de l'Air – Airex, Bapex et Volcanex – sont joués ici, simultanément et de manière imbriquée. Dans un contexte de crise internationale, le premier entraîne les forces au commandement et à la conduite des opérations aériennes, le deuxième vise à déployer rapidement une base aérienne projetable (DOB, *Deployed Operating Base* en termes Otan) sur un terrain sommaire, tandis que le troisième pousse les unités dédiées à la protection des forces à opérer conjointement. La particularité de Volcanex est qu'il est organisé par le Groupe aérien européen (GAE). Cet état-major, né d'une initiative franco-britannique en 1995, compte aujourd'hui cinq membres supplémentaires (l'Italie, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne et les Pays-Bas) et sa présidence est actuellement assurée par le chef d'état-major de l'armée de l'Air française, le général d'armée aérienne Denis Mercier. Ce dispositif a mobilisé 64 aéronefs (hélicoptères, chasseurs, transporteurs et ravitailleurs) et 1 400 militaires parmi lesquels plus de 40 % d'étrangers, membres du GAE et Suédois. Après la préparation, arrive la grande manœuvre qui fait passer les spécialistes de la protection à l'action.

Sécuriser la zone et baliser la piste

À 17h30, comme convenu, un Caracal de l'escadron d'hélicoptères 1/67 Pyrénées décolle de la base opérationnelle projetable et se dirige vers l'aérodrome retenu pour effectuer l'évacuation. À son bord, un groupe précurseur de 7 commandos parachutistes français s'apprête à s'emparer du terrain. À peine posés, les hommes sécurisent le périmètre et balisent la piste vers laquelle s'approchent les avions de transport. Pour guider ces derniers, un contrôleur aérien avancé est en position. Également en contact radio avec les avions de chasse qui patrouillent au-dessus de la zone, il fait le lien entre le sol et les airs. À 20h15, un Transall de l'escadron de transport 1/64 Anjou et un Casa

espagnol déposent des renforts. Ils reviendront les chercher avec les ressortissants dans un peu plus d'une heure. Une quarantaine de commandos – parmi lesquels une vingtaine de Suédois, des snipers britanniques et, côté français, deux équipes cynophiles et deux spécialistes des risques NRBC (nucléaire, radiologique, bactériologique et chimique) – viennent ainsi compléter le dispositif de sécurité déjà établi. L'extraction va pouvoir débuter. « *Tu te charges de la surveillance de la "zone d'attente" il ne faut pas laisser d'insurgés approcher* », murmure une ombre à une autre. Aux abords de la piste, pas d'éclairage, seules quelques lampes frontales laissent deviner des silhouettes lourdement équipées.

Contrôle des équipes cynophiles

Un bruit de moteur se fait entendre. Sans précipitation, un petit groupe de ressortissants descend d'un bus. Il faut alors rassurer, empêcher un mouvement de panique et éviter qu'un intrus ne s'infilte. « *Vous avancerez un par un* », lance le lieutenant du CPA 20. Commencent alors les fouilles au corps. Méthodiques. Puis, les équipes cynophiles effectuent les contrôles des bagages. En bout de chaîne, un homme vérifie l'identité des ressortissants.

Au poste de commandement de la force de protection, on suit l'opération tout en maintenant la surveillance de la DOB. Des patrouilles sont en observation dans un rayon de 20 kilomètres autour de la base. « *Il s'agit de la protéger depuis l'intérieur mais aussi à l'extérieur. Le but est de dissuader, de prévenir toute attaque et de réagir en cas d'agression. Nous redoutons surtout les tirs d'armes légères d'infanterie, de lance-roquettes ou de mortiers qui pourraient endommager nos aéronefs et nos installations* », explique le lieutenant-colonel Ribette, commandant le CPA 20. Le dernier contrôle effectué, les civils s'engouffrent au pas de course dans l'avion « *moteur tournant* » qui les amènera à l'*Evacuation Control Center* situé à Vouziers. Là-bas, ils recevront des cartes d'embarquement pour un rapatriement d'urgence. « *Volcanex aura été l'exercice le plus important jamais mené par le GAE. La force de protection disposait de 330 personnes et de toutes les capacités dont nous avons besoin pour protéger une base aérienne : drone, véhicules tactiques, radars de surveillance, spécialistes du poser d'assaut, équipes de déminage...* » résume le lieutenant-colonel Humbert, chef de la division Force protection au GAE. *Notre principal objectif était d'intégrer cette composante dans toute la chaîne de commandement des opérations aériennes. Cela a été un succès.* ■

FORCES EN ACTION

URGENCES

Bégin, une nuit

PAR NELLY MOUSSU / PHOTOS : JEAN-JACQUES CHATARD / DICOD



Entrée des urgences.
Le médecin en chef
Éric Viant, chef du
service, dialogue avec
des patients.

Durant douze heures,
Armées d'aujourd'hui a
suivi l'équipe de nuit
du service des urgences
de l'hôpital d'instruction
des armées Bégin, à Saint-
Mandé (Val-de-Marne).
Médecins, infirmiers
et aides-soignants y
assurent la prise en
charge de patients aussi
bien civils que militaires.

aux urgences



« Le soutien des forces, en temps de guerre comme en temps de paix, est notre priorité. »

Ci-dessus et en bas à droite : le Samu du Val-de-Marne amène une patiente en crise d'asthme. Immédiatement, l'équipe médicale l'installe en salle de déchocage et lui prodigue un soin par aérosol. Elle restera sous surveillance toute la nuit.

Au centre : dans la salle de soins, un médecin militaire de jour briefe ses collègues de la nuit qui prennent leur service.

Ci-contre : court moment de détente pour une partie du personnel médical qui se restaure dans la salle de repos.





19 h45. L'équipe de nuit, composée d'une dizaine de médecins et d'infirmiers militaires vêtus de blouses blanches, pousse la porte

de « l'aquarium », la salle de soins bordée de baies vitrées et située au cœur du service des urgences. L'équipe de jour transmet les informations sur les patients admis en fin de journée. Un tableau récapitule les noms, les pathologies et les soins prodigués. À quelques mètres, dans la salle d'attente du service d'accueil d'urgence (SAU) de Bégin, flotte une odeur de désinfectant. Une dizaine de personnes y patientent en chuchotant.

20 h 09

À l'accueil, la secrétaire médicale de classe normale Claudia Gace interroge un entrant : « *Vous venez pour quoi ? Une agression ? Il me faut votre carte Vitale et votre carte de mutuelle. Êtes-vous militaire ? Civil, d'accord.* » Pendant ce temps, l'infirmière d'accueil et d'orientation récupère les dossiers par ordre d'arrivée et appelle chaque personne pour un premier bilan médical qui lui permet de hiérarchiser les urgences. De retour en salle d'attente, les patients seront ensuite examinés par un médecin en zone de consultation. Alors que la secrétaire finalise le dossier d'un civil, un militaire arrive par « Medevac » (évacuation médicale).

20 h 22

Il est tout de suite conduit dans une salle réservée aux militaires où un médecin le rejoint pour examen. Les questions s'enchaînent, précises : « *Quels sont vos antécédents ? Vos vaccins sont-ils à jour ? Avez-vous des allergies ? Suivez-vous un traitement ?* » L'homme, qui participait à l'exercice *Corsican Lion*, a été rapatrié de Corse pour raison sanitaire. Il semble avoir été mordu par une araignée venimeuse, ce qui a entraîné une paralysie et une forte fièvre. Après deux jours aux urgences de Bastia, les symptômes ont disparu, mais un examen clinique complet dans cet hôpital militaire permet de s'assurer de son état. « *Le soutien des forces, en temps de guerre comme en temps de paix, est notre priorité*, souligne l'infirmier de classe normale (ICN) Abdou Guira. *Les militaires blessés en opération ou en exercice viennent ici pour une prise en charge*

médicale et psychologique spécifique immédiate. »

21 h 05

Dans les couloirs, près des fauteuils roulants et des brancards alignés, deux femmes attendent d'être reçues : tous les boxes de consultation sont occupés. Après leur passage en zone d'accueil, les malades sont transférés, selon leur pathologie, dans l'une des pièces attenantes à l'aquarium : salle de plâtre, pièce dédiée à la gynécologie, boxes de déchoquage pour la réanimation vitale, etc. L'installation, il y a deux ans, des urgences dans un nouveau bâtiment divisé en zones réparties tout autour de l'aquarium permet une meilleure visibilité et une prise en charge optimale des patients.

21 h 13

Les pompiers amènent un patient très agité, en pleurs, qui ne répond pas à leurs questions. L'ICN Guira parvient, après de longues minutes, à instaurer un début de dialogue. « *Nous allons lui faire une prise de sang pour vérifier s'il prend des drogues. Ce type de patient, que nous appelons "psy" dans notre jargon, peut perturber toute notre organisation, monopoliser notre attention au détriment des autres patients, voire être violent.* »

21 h 24

Une femme âgée, tombée dans ses escaliers et commotionnée à la tête, rejoint la troisième zone du service, dite d'hospitalisation et appelée « lits portes ». Elle sera gardée en observation toute la nuit, tandis que les deux autres personnes également alitées ici seront transférées le lendemain vers des services spécialisés. « *Beaucoup de patients sont pressés de partir ; rester une nuit aux urgences les angoisse, ils ne comprennent pas que nous avons besoin de surveiller l'évolution de leur état pour écarter tout risque* », souligne le chef du service des urgences, le médecin en chef Éric Viant, qui vient de rentrer d'Afghanistan. Comme lui, tout le personnel soignant militaire est projetable à n'importe quel moment sur les théâtres d'opération.

22 h 06

Trois personnes se présentent en même temps à l'accueil. Inscrit dans la cartographie médicale, le SAU de Bégin prend en charge en moyenne une soixantaine ■■■



« Le public apprécie la rigueur militaire, la prise en charge de qualité et les délais d'attente plus courts que dans un hôpital civil. »

Ci-dessus : les données des patients répertoriées dans l'ordinateur permettent le suivi des dossiers.

À droite : un soldat arrivé en évacuation médicale subit un examen clinique complet. Il est pris en charge par un médecin militaire projetable à tout moment sur un théâtre d'opération.

Ci-dessous : dans la salle de soins, un écran signale les fonctions vitales des patients, un second retransmet les images des caméras de surveillance.





■■■ de patients par jour, résidant dans les environs, venus par leurs propres moyens ou accompagnés par le Samu (service d'aide médicale urgente) ou la brigade des sapeurs-pompiers de Paris. « Ici, nous possédons une expérience des conditions opérationnelles qui rassure le public, commente l'ICN Guira. Il apprécie la rigueur militaire, la prise en charge de qualité et les délais d'attente plus courts que dans un hôpital civil. »

23h30

Dans l'aquarium, l'un des téléphones sonne. Les appels, nombreux de jour comme de nuit, préviennent de la disponibilité de résultats de radio ou d'examen ou encore signalent l'arrivée d'un véhicule du Samu ou des pompiers. Le personnel soignant gère en parallèle toute la partie administrative, consacrant près de la moitié de son temps au suivi des dossiers de prise en charge des patients. Installés dans les box, les malades sont sous surveillance permanente : sur un premier écran, des caméras retransmettent l'activité des trois zones des urgences tandis que, sur un second, des « scopes » bipent pour signaler les fonctions vitales des blessés en salle de déchoquage.

0h03

Alors que la salle d'attente se vide peu à peu, l'infirmière de classe normale Jessalynn Noël se rend à la pharmacie centrale pour charger le matériel médical nécessaire au renouvellement de l'équipement de chaque box. De son côté, une aide-soignante nettoie les salles, les désinfecte et entasse les draps utilisés dans des sacs jaunes. Petit moment de répit dans ce milieu de nuit. Une partie du personnel s'alimente en salle de repos, tout en échangeant sur le travail et la famille. Mais personne ne baisse la garde. Tous s'accordent sur le fait que « les urgences, c'est toujours une inconnue. »

2h17

Nouveau coup de fil. Le Samu arrive avec une patiente victime d'une crise d'asthme. « C'est une pathologie sournoise qui peut mal évoluer », commente le médecin en chef Viant. Les infirmières préparent la salle de déchoquage et vont chercher un aérosol, un thermomètre et un *peak flow* pour mesurer la capacité respiratoire.

2h27

« La crise dure depuis deux bonnes heures. On a fait un aérosol, elle est calme. » Le personnel du Samu transmet rapidement les premières informations au médecin en chef. Pendant ce temps, les infirmières aident la patiente à se déshabiller et à se vêtir d'une blouse de l'hôpital. Puis elles installent un électrocardiographe et effectuent une prise de sang. « Pour traiter un malade, chacun s'adapte à ce que font les autres. On anticipe, on se complète, on se comprend intuitivement », analyse l'infirmière de classe supérieure Laurence Chabilan. Comme elle, ils sont plus d'une vingtaine d'infirmiers et infirmières à se relayer 24 heures sur 24 au service des urgences de Bégin.

2h36

Un stéthoscope orange autour du cou, le médecin en chef Viant explique d'une voix apaisante : « On va vous garder cette nuit et vous donner des aérosols pendant une bonne heure. » L'aide-soignante s'occupe des papiers administratifs, permettant ainsi au médecin et aux infirmières de se consacrer uniquement à la prise en charge médicale. Alors que l'équipe du Samu repart, des ambulanciers arrivent avec un homme âgé qui semble s'être fracturé le col du fémur. Il est conduit à l'imagerie. Rien n'apparaît à la radio, mais le docteur Viant souhaite faire un scanner le lendemain. Le patient est installé dans un box. Il pourra dormir quelques heures.

3h40

L'adrénaline est retombée. Il n'y aura pas de nouveau patient jusqu'à 7h05. En une nuit, le personnel médical des urgences de Bégin a rempli ses deux missions : la prise en charge d'un militaire rapatrié sanitaire (291 au cours de l'année 2011) et celle d'une dizaine de civils (80 % des patients en 2011). « Nous participons à cette mission de service public depuis une quinzaine d'années parce qu'il y a un réel besoin d'urgences, mais la priorité reste le parcours de soins au profit de la communauté de la Défense : militaires, civils, vétérans et familles », conclut le médecin en chef Viant au terme de cette nuit de travail. À 7h45, l'équipe de jour arrive et prend le relais après avoir fait le point sur l'état des patients. L'urgence, elle, ne s'arrête jamais. ■



Commando jusqu'au bout

Engagé il y a vingt-six ans dans les commandos parachutistes de l'armée de l'Air, l'adjudant Davidz Sodofia, jeune retraité de 55 ans et réserviste, doit raccrocher l'uniforme. Et même s'il a rebondi professionnellement dans le civil, sa passion pour l'armée reste intacte.

Une interview, un exercice que beaucoup redoutent. Pas lui. L'homme a le contact facile. À 55 ans passés, l'adjudant Davidz Sodofia, « Jack le Black » pour son entourage, est un jeune retraité militaire au regard pétillant. Le temps n'a visiblement aucune prise sur lui. Quelques mots échangés et c'est une évidence : cet homme est passionné, porter l'uniforme était incontournable. Natif du Togo, il admire très tôt l'armée française et veut intégrer ses rangs. En 1977, à 20 ans, son rêve prend forme. Il s'installe seul en France, étudie pour obtenir son diplôme de langue et civilisation française à l'université Lyon 2 et décroche plusieurs certificats de formation en mécanique. En 1986, il obtient enfin sa naturalisation. Dès lors, rien ne l'arrête. À 28 ans, il fait sans doute partie des plus vieux appelés du contingent du Centre d'instruction des fusiliers commandos de Nîmes. Il enchaîne sur un volontariat service long qui le conforte dans son choix, puis intègre l'École de formation initiale des sous-officiers à 30 ans, où il fait à nouveau partie « des plus vieux ». Qu'importe, il a trouvé sa place. L'armée de l'Air lui ouvre ses ailes et ne va plus le lâcher. Il sera parachutiste. Il est passé par tous les commandos parachutistes de l'air – 10, 20, 30 –, accomplissant sans cesse de nouvelles missions : recherche de renseignement, mesures actives de sûreté aérienne (Masa, des missions à bord d'un hélicoptère visant à intercepter, contraindre voire neutraliser par un tir de précision un aéronef évoluant à basse vitesse et présentant une menace), protection d'infrastructures, planification d'exercices et

d'entraînements... Dans ces unités, il a vu de jeunes lieutenants ou capitaines se révéler. « *Ils sont aujourd'hui colonels, voire généraux, mais ils n'ont jamais oublié leurs débuts. Le terrain soude, laisse des marques et, aujourd'hui, nous nous saluons avec respect* », résume-t-il. Après vingt-six ans de carrière, Davidz Sodofia affiche 250 sauts, 450 heures de vol dédiées aux Masa en tant que tireur ou chef d'équipe de tireurs d'élite et 14 opérations extérieures de 4 mois minimum, du Tchad à l'ex-Yougoslavie, en passant par le Sénégal. Un palmarès qu'il commente sobrement : « *Ça faisait partie du job.* »

Des moments difficiles, bien sûr, il en a connus. Il pourrait parler de découvertes macabres au Rwanda ou de la première

deux reprises sous l'uniforme français. Il est déployé tout près de la maison familiale, un clin d'œil du destin qu'il affectionne particulièrement : « *J'étais fier d'être présent en tant que soldat.* » Au fil du récit de sa carrière, un terme revient régulièrement : l'instruction. « *Transmettre son savoir, c'est ce qu'il y a de plus noble.* » Après avoir décroché, non sans douleur, son brevet d'instructeur commandos, il formera au total 1 700 jeunes. Une autre fierté.

Son métier, il l'a aimé profondément. Parfois même un peu trop. « *C'est l'armée ou moi* », a-t-il souvent entendu en regagnant son foyer après des mois d'absence. Mais cette vie, il l'a choisie, et durant des années, il jouera à l'équilibriste entre son épouse, ses trois enfants

« *Le terrain soude [les hommes], laisse des marques et, aujourd'hui, nous nous saluons avec respect.* »

Guerre du Golfe à laquelle il a participé avec, en fond sonore, les bombardements. Pourtant, il les évoque à peine, discrètement, comme ceux qui savent mais ont toujours agi sans attendre forcément de reconnaissance. Il préfère se souvenir de cette alerte improbable à Kourou, en Guyane : le jour du lancement d'une fusée, son équipe doit décoller au plus vite pour détruire un appareil non identifié qui apparaît sur les radars. En l'air, il y a bien une menace, mais pas celle attendue. C'est un amas de ballons de baudruche attachés par des fils de fer, souvenir du carnaval de Cayenne, qui a déclenché l'alerte. Il aime aussi raconter son retour « aux sources ». Originaire de Lomé, il y est envoyé à

et l'institution. Souvent félicité, il est décoré notamment de la Médaille militaire. En 2011, à 54 ans, il arrive à la limite d'âge de son grade d'adjudant, « *sinon, j'y serais encore* ». Mais après plus de deux décennies d'engagement, difficile de raccrocher. Pour que la séparation soit moins brutale, il continue à servir dans la réserve opérationnelle. De mars à juillet, il a été appelé en Guyane, comme chef d'équipe de tireurs d'élite. Mais il sait qu'il ne pourra plus être réserviste très longtemps. En octobre, il a trouvé un emploi stable dans le domaine de la sécurité, à Genève, en Suisse. Mais, répète-t-il sereinement : « *Je serai militaire jusqu'à mon dernier souffle.* » ■

Samantha Lille



L'instructeur « Jack le Black » a formé 1 700 jeunes militaires au cours de sa carrière. Ici en exercice avec un tireur d'élite de l'armée de l'Air à bord d'un hélicoptère.

**Frédéric Charillon, professeur des universités en science politique,
directeur de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irsem)**

La Russie et la Chine dans la crise syrienne : les raisons d'un blocage

Moscou et, dans une moindre mesure, Pékin s'opposent avec fermeté, depuis plusieurs mois, aux initiatives occidentales sur le dossier syrien. Comme souvent, les postures manifestées à l'occasion d'une tension régionale dépassent l'enjeu régional lui-même. Plutôt que le déclencheur véritable des oppositions observables, cet enjeu régional n'en est que le symptôme ou le test. On retrouve bien, sur le dossier syrien, ce jeu à niveaux multiples dans le bras de fer entre les États-Unis

fournisseur énergétique important de la Chine. Le continuum géographique que l'alliance entre Damas et Téhéran forme de l'Afghanistan jusqu'à la Méditerranée, émaillé de solidarités chiites en Irak ou au Liban entre autres, n'entre certes pas dans un nouveau « grand jeu » directement exploité par le Kremlin ni d'autres. Mais il offre un espace d'insertion au milieu des nombreux alliés de Washington dans cette région sensible. Et la Syrie, historiquement, était l'allié de l'Union soviétique, armée et conseillée par elle.

Mais après plusieurs années d'illusion unipolaire, voici que les anciens Sud se structurent à nouveau, forts de membres devenus puissances régionales et même globales. Géants au sein de ce nouveau club, la Chine en essor et la Russie déclassée sont, avec l'Inde ou le Brésil, à moindre échelle la Turquie, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud et d'autres, en compétition pour une place dans le nouveau système international. Elles ne peuvent accepter que se maintienne la « diplomatie de club » ou « de connivence », selon l'expression du politologue Bertrand Badie, qui dans les deux dernières décennies conférerait aux seuls Occidentaux la charge des processus de paix, gestions de conflit, règlements politiques divers, s'appuyant sur la maîtrise des rouages de nombreuses organisations internationales (notamment économiques et financières). Une diplomatie contestataire s'est progressivement mise en place contre ce phénomène, qui a tenté ses premières armes sans succès dans le dossier nucléaire iranien en 2010 (lorsque Brasilia et Ankara ont proposé une sortie de crise vite rejetée par Washington et l'Europe). Le dossier syrien, de ce point de vue, est emblématique : en laisser la gestion aux acteurs occidentaux sonnerait le glas de cette émergence diplomatique possible. D'autant qu'il constitue la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Un vase qui avait commencé à se remplir en 1991, dans les premiers jours de l'ère post-guerre froide.

Moscou et Pékin : en finir avec « l'esprit de la 688 »

Pourquoi revenir, dans l'analyse, sur cette résolution vieille de plus de deux décennies ? Après l'invasion du

« On retrouve bien, sur le dossier syrien, ce jeu à niveaux multiples dans le bras de fer entre les États-Unis et leurs alliés d'un côté, la Russie et la Chine de l'autre. »

et leurs alliés français et britanniques d'un côté, la Russie et la Chine de l'autre. La Syrie constitue certes, en elle-même, une pomme de discorde non négligeable entre puissances, mais au moins deux autres dimensions expliquent les politiques affichées : d'une part, la possible montée en puissance d'un clivage Occident-pays émergents ; d'autre part, un coup d'arrêt souhaité par Moscou et Pékin à ce que nous appellerons ici « l'esprit de la résolution 688 ».

L'enjeu syrien

Se pose ici la question des intérêts stratégiques russes et chinois au Moyen-Orient. Damas accorde des facilités militaires à la Russie en Méditerranée (d'où, peut-être, le souhait russe d'une participation du président al-Assad à un gouvernement de transition), il est également l'allié de l'Iran,

La contestation par les émergents d'une « diplomatie de club »

Quittons l'espace physique régional pour aborder l'espace politique et symbolique international. Les années post-bipolaires ont vu la disparition d'une compétition est-ouest qui offrait deux modèles globalisants, certes encombrants en ce qu'ils obligeaient la plupart des États à s'allier avec l'un d'eux, mais également pratiques en ce qu'ils permettaient de jouer sur cette rivalité : plusieurs pays ne s'en sont pas privés, opérant des retournements d'alliance (comme l'Égypte au début des années 1970) ou menaçant de le faire. Cette marge de manœuvre a disparu pour les pays du Sud. Disparu également, le mouvement des non-alignés, victime de la fragmentation de ces Sud. Disparue enfin, la perspective d'un front unique pour l'ancien tiers-monde.

Koweït par l'Irak le 2 août 1990, une large coalition menée par les États-Unis, appuyée par une mobilisation de la communauté internationale, rétablit la famille régnante du Koweït sur son trône. Défait militairement mais toujours au pouvoir en Irak, Saddam Hussein consacra ses efforts à mater avec brutalité les rébellions kurde et chiïte. En réponse à cette situation, la résolution 688 fut votée le 5 avril 1991, sur une initiative française avec parrainage américain et britannique, par 10 voix pour, 3 contre (Cuba, Yémen, Zimbabwe) et 2 abstentions (Chine, Inde). Elle exigeait que l'Irak mette fin à la répression, insistait sur un accès immédiat des organisations humani-

gereux qui allait se reproduire. Au fil des conflits yougoslaves (1992-1995 en Bosnie, 1999 au Kosovo), irakien (2003) ou libyen (2011), on vit se répéter la transformation efficace d'une émotion internationale légitime en intervention militaire, par les quelques puissances occidentales capables à la fois de conduire ces opérations et de les justifier politiquement dans le débat public mondial. Depuis la double abstention sino-indienne de 1991 jusqu'aux réticences de Pékin, Moscou, New Delhi, Brasilia ou Pretoria face à la résolution 1973 sur la Libye en 2011, on enregistre bien une opposition extra-occidentale à ces expériences. Celle-ci estime que l'« esprit

de son importance stratégique. Comprendre cela n'est pas justifier le veto russe et chinois aux Nations unies, ni le soutien donné à un régime syrien irratrapable. Ce n'est pas non plus adouber une logique en partie fautive, qui oublie que les États-Unis et leurs alliés ont su également « lâcher », au nom des droits des peuples, leurs propres alliés, comme les présidents Moubarak ou Ben Ali. Mais c'est comprendre, en revanche, que les puissances russe et chinoise souhaitent faire valoir leurs intérêts. Qu'elles n'ont pas accepté la façon dont la résolution 1973 sur la Libye est partie de la protection des populations pour aboutir, elle aussi, au *regime change*. Que Moscou et Pékin,



FRÉDÉRIC DE LA MURE / MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Une réunion du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies à New York. Le Conseil est composé de 15 membres, dont 5 permanents ayant droit de veto (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie) et 10 non-permanents élus pour une période de deux ans.

taires internationales à son territoire, reconnaissait l'émotion internationale suscitée par le sort des populations civiles, et mettait naturellement la force au service de l'application de cette résolution.

Considérée en Occident comme ouvrant la voie au devoir d'ingérence et à la prise en compte des droits de l'homme, elle était vue, ailleurs, comme le début d'un processus dan-

de la 688 » voit toujours les mêmes puissances afficher le même savoir-faire, pour viser toujours des acteurs régionaux de moyen calibre qui les avaient défiés (Irak, Serbie, Libye, Syrie...), tandis que d'autres ne font jamais l'objet de telles vindictes.

La Russie et la Chine expriment aujourd'hui leur volonté de mettre un terme à ce processus, sur un dossier syrien qui fait figure de test clef du fait

surtout, sont soutenus dans cette analyse par d'autres puissances émergentes, qui se défient désormais de la rhétorique interventionniste au service des populations, comme d'une stratégie de conquête occidentale. Ce dernier point est peut-être exprimé à tort. Mais l'importance de son développement doit être prise en compte. ■

Les propos de cette rubrique n'engagent que leur auteur

Solde : le plan d'urgence sur le terrain

Les mesures prises par le ministre le 29 octobre dernier, visant au règlement rapide des dysfonctionnements de la fonction solde, ont localement fait l'objet d'une mise en œuvre immédiate, tant par la voie du commandement que par la chaîne technique « solde ». Exemple sur deux sites.

Poitiers. À l'état-major de la 9^e brigade d'infanterie de marine (Bima), le capitaine Poupart, responsable des ressources humaines, gère les effectifs de l'état-major et de deux compagnies qui lui sont rattachées, soit 270 personnes. Son service procède à une extraction de la fiche retour solde sur Concerto (logiciel RH Terre). « Une semaine avant que l'administré ne perçoive sa solde, nous examinons les variations éventuelles et repérons celles qui affichent une différence supérieure à 15 % par rapport au montant théorique. Cette anticipation est précieuse et évite que le soldé ne s'aperçoive d'un différentiel inexplicable qu'en examinant son compte en fin de mois. » Les commandants d'unité et chefs de section sont immédiatement avertis. Ils informent leurs subordonnés et s'assurent qu'il s'agit bien d'une situation nouvelle ou, qu'au contraire, des dysfonctionnements non détectés apparaissent sur les bulletins de solde antérieurs. Les cas anormaux font l'objet d'un croisement d'informations avec le service d'administration du personnel (SAP) de la base de défense de Saint-Maixent.

« Cette procédure, en place depuis fin octobre à la 9^e Bima, a permis

d'appliquer immédiatement et dans les meilleures conditions les mesures correctives dictées par le plan d'action ministériel. Au cours de la première semaine, quatre militaires du rang ont reçu de la base de défense un virement d'un montant allant jusqu'à 800 euros »,



RÉMI CONNAN/DICOD

Les variations sont corrigées avant l'émission du bulletin de solde.

déclare le général Lecointre, commandant la 9^e Bima. Les régiments de la brigade ont été incités à utiliser cette procédure et à remonter les informations à leur groupement de soutien et à l'état-major, car la chaîne commandement est totalement impliquée dans le règlement de ces dysfonctionnements aux côtés des groupements de soutien des bases de défense (GSBdD).

Versailles. Le GSBdD administre 3000 personnes dont 1800 de l'armée de Terre, appartenant à une grande variété d'organismes. « Hier, treize cas de solde de base de décembre non versée ont été détectés. Ils sont majoritairement officiers

issus du rang », explique le colonel Poupon, chef du groupement de soutien. Depuis plusieurs mois, des tableaux de suivi des anomalies et l'étude des fiches de retour solde permettent de visualiser avec une certaine avance les difficultés qui seront rencontrées par les militaires. Chaque dysfonctionnement fait l'objet de vérification et d'une étude croisée avec les

unités. « Le fait que tous les dossiers présentant un différentiel significatif soient immédiatement détectés a un effet extrêmement rassurant pour les ayants droit. Le dialogue s'est par ailleurs développé avec les unités sur cette problématique, car elles possèdent une connaissance fine de chaque administré », précise le lieutenant-colonel Libmond, chef du service administration du personnel du groupement de soutien. Si le montant de la dette de l'État envers l'administré est inférieur à 5000 euros, le SAP transmet un certificat administratif au trésorier du groupement de soutien qui effectue un virement sur le compte bancaire de l'intéressé. Le Centre interarmées de la solde (Cias) reconstitue l'avance ainsi consentie par le GSBdD. Les actions correctrices sur le dossier de l'administré seront effectuées ultérieurement. Si le montant est supérieur à 5000 euros, le dossier est transmis au Centre expert des ressources humaines et de la solde (CERHS) de Nancy qui l'étudie et en demande, le cas échéant, le paiement au Cias.

« L'utilisation de la messagerie dédiée avec le CERHS et surtout l'identification d'un référent au sein de ce centre pour exposer nos anomalies ont amélioré les choses. Les réponses arrivent rapidement. On mesure ici l'action des renforts en personnel à Nancy », conclut le chef de service. ■

La rédaction

DGA

Premiers essais de séparation du missile Meteor



DGA

La validation du domaine de séparation du missile Meteor depuis l'avion de combat Rafale a commencé. Les premiers essais ont été réalisés les 4 et 10 octobre par Das-

sault Aviation depuis le site de DGA Essais en vol, à Cazaux (Gironde). Ces largages ont notamment permis de vérifier le bon fonctionnement du lance-missiles. Ils ont en outre été l'occasion de collecter des données pour améliorer la précision des outils de simulation nécessaires au développement du logiciel de pilotage du missile à la séparation.

RAPPORT

Création de la modernisation de l'action publique



YVES MALENIER/MATIGNON

Les inspections générales des finances, des affaires sociales et de l'administration ont présenté au Premier ministre un bilan de la révision générale des politiques publiques (RGPP) et défini les condi-

tions de réussite d'une nouvelle politique de réforme de l'État. Cette nouvelle approche prend le nom de modernisation de l'action publique (MAP). Elle comprend la création d'un secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP), qui regroupe notamment l'ancienne direction générale de la modernisation de l'État et la direction interministérielle des systèmes d'information et de communication. Un comité interministériel pour la modernisation de l'action publique (Cimap) est également créé, présidé par le Premier ministre et composé de l'ensemble des ministres, qui fixe les orientations gouvernementales dans ce domaine.

BUDGET

2013, année de transition

Dans l'attente de la publication du nouveau Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale et de la future loi de programmation militaire, le projet de loi de finance 2013 (téléchargeable sur www.defense.gouv.fr) sera un budget de transition. Il se caractérise par le maintien d'un effort important en

faveur des équipements avec plus de 16 milliards d'euros de crédits de paiement, une baisse des effectifs conforme aux engagements de la loi de programmation militaire (avec 7234 suppressions nettes), la baisse des dépenses de fonctionnement courant de 7 % entre 2012 et 2013 et un effort déterminé au profit de l'entraînement et de l'activité des forces dont les crédits progressent de 300 millions d'euros par rapport à 2012.

SSA

Remise du premier brevet de médecine du Cefos



CEFOS

Le 20 novembre, à La Valbonne (Ain), le Centre de formation opérationnelle santé (Cefos) a organisé une cérémonie de remise du premier brevet de médecine des forces terrestres aux médecins qui vont rejoindre leur premier poste. Ce centre, créé le 1^{er} juillet, accueille notamment de jeunes médecins en fin de formation universitaire (3^e cycle des études médicales).

PROSPECTION



THALES ALENIA SPACE

Les communications militaires par satellite à l'étude

La Direction générale de l'armement a commandé une étude sur les futures capacités de communications militaires par satellite aux industriels Astrium et Thales Alenia Space. Les résultats éclaireront les orientations du programme Comsat NG, successeur de l'actuel système Syracuse III, qui doit être lancé l'année prochaine. Ces travaux prendront en compte le potentiel de coopération avec des partenaires européens, en particulier le Royaume-Uni et l'Italie.

RECONVERSION

Défense Mobilité, de nouveaux moyens

Défense Mobilité s'est doté de trois nouveaux outils pour contribuer à la transition professionnelle du personnel civil et militaire de la Défense. Le club Défense Mobilité et Entreprises a été créé pour favoriser une dynamique collaborative. Les entreprises partenaires de Défense Mobilité pourront partager des connaissances et des expériences en ressources humaines. Une webradio, Défense Mobilité radio, émet depuis le 23 octobre des contenus pour les collaborateurs, les candidats à une transition professionnelle et les recruteurs. Enfin, une nouvelle page Facebook a été lancée le 18 octobre afin d'accroître la visibilité de l'agence de reconversion.

DÉSENGAGEMENT EN

Le retrait programmé des armées françaises, engagées en Afghanistan depuis 2008, s'accélère. Plus de 2 000 hommes et 2 000 tonnes de matériel ont déjà quitté le pays. Pour mener cette manœuvre logisitique à son terme, soit à l'été 2013, la liberté d'action et la sécurisation des zones sont des conditions essentielles.

Après onze années de présence sur le sol afghan, les armées françaises conduisent actuellement le retrait des forces engagées directement dans les actions de combat. Le processus d'allègement du dispositif français a débuté dès la fin de l'année 2011. En mai 2012, François Hollande, président de la République et chef des armées, demande l'accélération du mouvement. Ainsi, au cours de cette année, les armées ont procédé au retrait d'environ 2 100 soldats et de près de 2 000 tonnes

de matériel. « *Le désengagement est une opération à part entière qui nécessite avant tout de conserver la liberté d'action sur le terrain* », explique le commandant P, officier logistique du groupement tactique interarmes (GTIA) Acier. Pour permettre aux convois français de rejoindre Kaboul, la sécurisation des zones et des axes est un élément primordial. Une sécurisation principalement menée par la *Task Force La Fayette VI* (TFLF VI), commandée par le général de brigade Éric Hautecloque-Raysz depuis le 14 avril, et



PHOTOS : JEAN-JACQUES CHATAUD/DICOD

En haut : un convoi de matériel emprunte l'axe Vermont pour rejoindre Kaboul. Ci-contre, de gauche à droite : avant le départ, matériels et véhicules sont dératés, désinsectisés et désinfectés. Du matériel est chargé à bord d'un Antonov sur l'aéroport de Kaboul.

Afghanistan

SÉCURITÉ MAXIMALE



composée des GTIA Acier (16^e bataillon de chasseurs) et *Wild Geese* (92^e régiment d'infanterie) et du bataillon d'hélicoptères. De mai à juillet, les opérations tactiques se sont enchaînées pour maintenir la libre circulation sur l'axe Vermont, seul itinéraire praticable entre Tagab, Nijrab, Bagram et Kaboul. Lors de l'arrivée du GTIA Acier en Kapisa, en avril, « l'insurrection menait des actions de harcèlement dans la zone de Tagab. Nous avons connu trois attaques importantes de la base opérationnelle avancée (FOB). Nous n'avions pas

de temps à perdre pour tenir les délais du désengagement des matériels accumulés au cours de quatre ans de présence », explique le colonel de Larouzière, commandant le GTIA Acier. Avant de débiter le retrait de Tagab, les deux sous-GTIA, basés à Tagab et Nijrab, ont appuyé des opérations de combat de l'armée nationale afghane (ANA) dans les vallées de la Kapisa. Le but : créer une bulle de sécurité autour de la FOB afin d'effectuer le retrait dans des conditions sécuritaires optimales. « En ■■■





JEAN-JACQUES CHATAUD/DICOD

Les axes doivent être dépollués avant les rotations logistiques. Le détachement d'ouverture d'itinéraire piégé recherche des engins explosifs improvisés.

■ ■ ■ *« cinq mois, 40 opérations ont été montées et nous sommes allés plus de 30 fois au feu »*, résume le capitaine H., commandant d'unité (CDU) du SGTIA de Tagab. Et le colonel de Larouzière d'ajouter : *« Nous allions au contact pour perturber l'insurrection et la désorganiser. Au début, les convois étaient systématiquement pris à partie par les insurgés, mais, en menant avec l'ANA jusqu'à 22 opérations par mois entre Tagab et Nijrab, nous avons pris le dessus. »* Mi-août, l'effort a été porté sur l'achemine-

l'appui d'hélicoptères, pour emporter le matériel vers Nijrab ou directement vers Kaboul. Deux cent cinquante conteneurs d'environ 10 tonnes chacun et des véhicules blindés type VAB ou VBCI (représentant chacun un UAT, une unité à transporter) ont transité sur l'axe Vermont, entre Tagab, Nijrab et Kaboul. Parallèlement, la FOB de Nijrab poursuivait son propre retrait.

Si la sécurisation est majoritairement dévolue à la TFLF, la manœuvre de transport revient quant à elle principalement aux hommes du bataillon logistique (Batlog), stationné à Kaboul. Pour le colonel Laurent, adjoint au soutien interarmées, *« une telle manœuvre log n'a pas été conduite depuis l'opération Daguet »*. Mi-octobre, 350 UAT étaient parvenues à Kaboul, étape intermédiaire vers le retour en France. Selon l'adjudant-chef T., chef

« Le désengagement est une opération à part entière qui nécessite avant tout de conserver la liberté d'action sur le terrain. »

de section ravitaillement, carburant et munitions, *« les désengagements de Tagab et de Nijrab représenteront environ 50 % du théâtre. »*

ment logistique de Tagab jusqu'à Nijrab. *« Chaque véhicule transportant un conteneur sur l'axe Vermont est la concrétisation de ce qui a été fait pour lui permettre de rouler : aller au feu, combattre »*, conclut le chef de corps du GTIA Acier. Pas moins de 700 hommes, Français et Afghans, ont effectué parfois deux convois par jour, avec

La zone de transit de Warehouse, à Kaboul, est le point d'entrée et de sortie du matériel. Une fois arrivé à Kaboul, le matériel doit être conditionné. *« Le matin, nous devons*

organiser la formation du convoi vide partant récupérer des conteneurs sur la FOB de Nijrab. Simultanément, un autre convoi, plein celui-ci, quitte l'aire de transit pour rejoindre la zone de stockage sur l'aéroport international de Kaboul (Kaia). Ceci 2 à 3 fois par jour avec un minimum de 6 à 8 véhicules. Les convois sont souvent imposants, car, pour protéger les camions logistiques, il faut des blindés et des combattants. Ils sont constitués pour un tiers de véhicules transportant du fret, pour deux tiers de véhicules qui les escortent », indique le capitaine B., CDU de l'escadron de transport et de manutention du Batlog. Une centaine de palettes et environ 50 conteneurs de 20 m³ arrivant des FOB sont traités quotidiennement. Chaque matériel et véhicule destiné au retour vers la France est « silcenté », c'est-à-dire numéroté : « le Silcent, système d'information logistique centralisé, permet d'identifier chaque colis et de disposer d'un suivi informatique. Nous pouvons savoir, à chaque moment, où il se trouve », précise le capitaine B.

Le sous-groupement maintenance adapté au théâtre est chargé de « déséquiper » les véhicules blindés du matériel opérationnel (filets antiroquette, armement de bord, brouilleurs...). L'état du véhicule est vérifié et un diagnostic technique est établi. « S'il y a une fuite d'huile ou de carburant, le véhicule ne peut pas embarquer dans un avion. Il doit être vidangé entièrement, il ne peut donc pas rouler. Il faut prévoir un porte-char supplémentaire dans le convoi vers l'aéroport de Kaia car la réparation se fera en France », explique le colonel Laurent. Enfin, une préparation sanitaire est obligatoire. Tous les véhicules, le matériel et les conteneurs sont dératés, désinsectisés et désinfectés. « Ce plan de maîtrise sanitaire opérationnelle est obligatoire pour ne pas importer de maladies en France », ajoute l'adjoint au soutien interarmées.

Après cette boucle tactique, une boucle stratégique se met en place. L'Afghanistan ne disposant pas de façade maritime, « la voie aérienne est la plus sûre et la plus rapide », poursuit le colonel Laurent. Le matériel sensible ou rare (pièces aéronautiques, matériel sanitaire...) s'envole par gros-porteur Antonov pour rejoindre la France dans la journée, tandis que le reste du fret est envoyé vers un port du golfe Persique par avion. Ce fret rejoindra la France par voie maritime dans un délai compris entre 2 et 8 semaines. « Cette semaine, nous avons chargé 4 Antonov et 6 Boeing 747. Lorsque le matériel à charger n'est pas complexe, nous mettons environ 2 heures pour remplir un Antonov. Quand nous devons charger des véhicules en panne, cela peut prendre jusqu'à 6 heures », explique le lieutenant H., chef du détachement du transit interarmées. Depuis le 1^{er} mai, 262 rotations ont permis le rapatriement de matériel et de personnel.

À l'été 2013, la France aura atteint son objectif. La Force internationale d'assistance à la sécurité comptera environ 500 soldats français contre 3600 au 1^{er} janvier 2012. Ils continueront leur mission au sein du détachement Épidote, de l'hôpital médico-chirurgical militaire français, sur l'aéroport militaire international de Kaboul et dans les états-majors de l'Otan. ■

Flora Cantin

Dans le cadre du désengagement, quelles missions la Task Force La Fayette VI a-t-elle menées ?

Nous devons désengager la Kapisa et la Surobi. Cela signifiait : préparer notre succession, assumer notre responsabilité en termes de sécurité et remplir notre contrat envers les forces de la coalition. Après avoir transmis un maximum de savoir-faire aux forces de sécurité nationale afghanes et donné une capacité opérationnelle élevée, le transfert d'autorité et de responsabilité a été conduit.

Les mentors des OMLT (*operational mentor and liaison team*), appelés maintenant *military advisory teams*, et des POMLT, aujourd'hui *police advisory teams*, vont continuer ce

3 questions au général Hauteclouque-Raysz

travail de conseil. Nous devons également conserver la sécurité acquise en Kapisa. Nous avons alors maintenu la pression sur l'insurrection, en appui des forces afghanes. Cela avait deux buts : relâcher la contrainte que faisaient peser les insurgés sur nos bases et gagner de la liberté de mouvement sur l'axe Vermont. Cette menace étant contenue, nous pouvions opérer le retrait dans des conditions normales.

Depuis votre dernier mandat, en 2010, comment la situation a-t-elle évolué ?

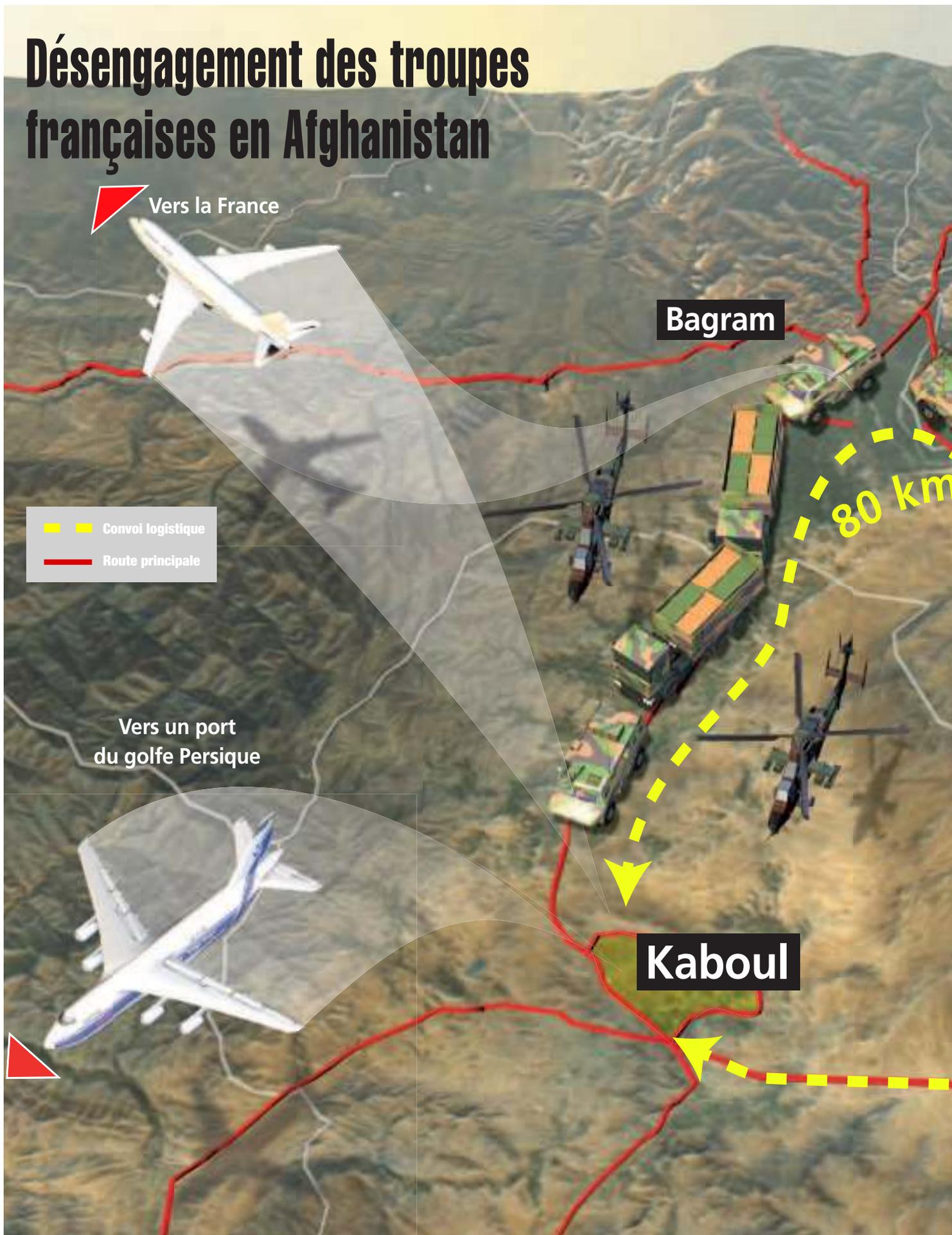
Les forces afghanes sont à présent à même de remplir la mission de sécurisation. La 3^e brigade de l'armée nationale afghane (ANA), forte de 4700 soldats, mène des opérations interarmes de manière autonome.

La Kapisa et la Surobi disposent chacune d'un chef pour leur force de sécurité. Ils ont sous leurs ordres une police nationale, une police locale et une gendarmerie mobile. Nous avons œuvré pour la mise en place d'un dispositif d'alerte et d'intervention au niveau du centre de coopération des opérations (OCCP) qui rassemble l'ensemble des responsables provinciaux de la sécurité. Ce qui a changé, enfin, depuis 2010, c'est la nature même du mandat : le retrait progressif a modelé notre action sur le terrain. Pour l'ensemble du personnel de la Task Force, je suis passé d'une logique de mandat à celle de mission.

Que restera-t-il à faire après le retrait français ?

Il faudra stabiliser la capacité opérationnelle des forces afghanes. Ce sera le rôle des équipes d'assistance américaines mises en place auprès de la 3^e brigade de l'ANA et de l'OCCP. Nous étions en période estivale, l'insurrection était très active. Pourtant, le travail des soldats afghans, avec le soutien des militaires français, a permis de contenir cette insurrection dans une zone limitée. L'armée et la police auront donc à continuer cette lutte contre les insurgés.

Désengagement des troupes françaises en Afghanistan



Vers la France

Bagram

80 km

Convoi logistique
Route principale

Vers un port
du golfe Persique

Kaboul

Le désengagement en chiffres depuis le 1^{er} janvier 2012



Rotations du matériel par avion **164**



Rotations par bateau **4**



Effectif désengagé **2 100** militaires



Nombre de véhicules **525**



Nombre de conteneurs **420**



Interview

Jean-Marie Guéhenno, président de la commission du Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale

« Notre mission : définir notre politique pour »

Monsieur le président, où en est la commission chargée de l'élaboration du futur Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale au terme de quatre mois de travail ?

La Commission est composée de quarante-six membres parmi lesquels des parlementaires du Sénat et de l'Assemblée nationale, des personnalités qualifiées et des représentants de certaines administrations et ministères : Économie et Finances, Redressement productif, Enseignement supérieur et Recherche, Outre-Mer, Affaires étrangères, Intérieur, Défense. Tous les grands responsables du ministère de la Défense siègent à

« La commission a entendu de nombreuses personnalités. »

la commission : le conseiller spécial du ministre, le chef d'État-Major des armées, le délégué général pour l'armement, le secrétaire général pour l'administration, les chefs d'état-major d'armée, le major général des

armées, le directeur général de la sécurité extérieure ainsi que le directeur chargé des affaires stratégiques. Deux personnalités étrangères participent également : Sir Peter Ricketts, l'ambassadeur du Royaume-Uni en France, et le docteur Wolfgang Ischinger, qui préside la Conférence de Munich pour les questions de sécurité. Leur présence atteste que notre stratégie de défense et de sécurité ne peut plus se concevoir dans un cadre strictement national.

La mission de la commission est claire : définir notre politique et notre stratégie de défense et de sécurité à l'horizon des quinze à vingt prochaines années. C'est

bien à cet horizon-là que doit se préparer l'avenir, en raison notamment du temps nécessaire à la préparation des systèmes d'armes futurs. La décennie est aussi le pas normal auquel se transforme le monde, même si nous assistons aujourd'hui à des changements rapides, résultats de longues maturations plus ou moins bien anticipées selon les régions où elles se sont produites.

Je rends compte régulièrement des travaux que nous conduisons au président de la République ainsi qu'au Premier ministre. Cela ne signifie pas que la commission travaille seule, en ignorant les réalités du terrain. Mais, sa mission est d'abord de regarder vers l'avant, de donner une véritable perspective au rôle que la France entend jouer demain sur la scène internationale, à la façon dont elle veut faire entendre sa voix, défendre ses intérêts et protéger son territoire et sa population. C'est un exercice indispensable pour que nous puissions proposer au président de la République, chef des armées, les choix politiques et stratégiques qui permettront à la France de rester une puissance européenne de premier plan.

Quelles grandes idées se dégagent des premières auditions ?

La commission a entendu de nombreuses personnalités françaises et étrangères du monde politique et économique. Je retiens trois grandes idées de ces multiples auditions.

Les mutations très importantes qui se font jour depuis le Livre blanc de 2008 doivent être considérées comme autant d'opportunités à saisir pour la France et l'Europe. Elles ne doivent conduire ni au catastrophisme qui nous inciterait à un repli sur soi anachronique, ni à l'angé-

sécurité nationale

les vingt prochaines années »



F. CONNAN/DICOD

Magistrat à la Cour des comptes, diplomate, 63 ans.
– Représentant de la France à l'Union de l'Europe occidentale (1993-1995).
– Président de l'IHEDN (1998-2000).
– Secrétaire général adjoint du département des opérations de maintien de la paix de l'ONU (2000-2008).
– Président de la commission du Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale (juillet 2012).



BRUNO BIASUTTO/DICOD

Début des travaux de la commission du Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale en assemblée plénière, le 26 juillet.

■ ■ ■ lisme en imaginant que les risques et les menaces identifiés sont inéluctablement appelés à disparaître. Dans ce monde où toutes les cartes de la puissance et de l'influence sont en train d'être rebattues sous nos yeux, l'avenir appartiendra aux pays qui feront preuve d'imagination et de volontarisme politique pour s'adapter aux nouvelles règles du jeu de la gouvernance mondiale. Le monde ne sera ni plus ni moins dangereux. Il sera ce que les hommes en feront et nous, Français et Européens, auront à contribuer à son évolution. La deuxième idée : alors que les déséquilibres de puissance ont longtemps été considérés comme une

« Les mutations qui se font jour depuis 2008 sont à considérer comme autant d'opportunités à saisir pour la France et l'Europe. »

menace pour la paix et la sécurité des nations, c'est désormais la faiblesse de certains États qui est devenue une source de préoccupation majeure. Le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive, qui se nourrissent de la déliquescence de certains États fragiles, constituent, aujourd'hui, les menaces les plus immédiates.

La troisième idée, enfin, a trait à notre stratégie future de défense et de sécurité. Le Livre blanc précédent a parlé, à juste titre, du nécessaire continuum sécurité-défense pour faire face à des menaces devenues globales et transnationales. Ce continuum doit maintenant déboucher sur une continuité entre les volets militaires et civils de notre stratégie de résolution des conflits et des crises. Des progrès ont été faits au travers de l'approche globale mise en œuvre en Afghanistan, mais nous devons aller beaucoup plus loin. Les opérations de stabilisation, qui constitueront l'essentiel des engagements opérationnels futurs, ne seront couronnées de succès que si sont coordonnées, dans une manœuvre unique, les actions des militaires, des diplomates, des juges, des policiers, des gendarmes et des organisations gouvernementales et non-gouvernementales qui travailleront à la relance politique, administrative et économique des pays en faillite.

Dans le contexte de crise économique actuel, quelle est la place de notre outil de défense ?

La première menace sur la stabilité de notre pays et donc sur la sécurité de nos concitoyens, c'est la crise économique et financière. Le désendettement de l'État constitue, pour toutes les grandes puissances occidentales, une priorité politique et stratégique absolue. Les États-Unis et la Grande-Bretagne, lors de leur propre revue stratégique, ont décidé d'adapter leurs capacités militaires aux contraintes budgétaires qu'ils se sont

imposés. Dans sa lettre de mission, le chef de l'État m'a demandé explicitement de faire de même. Nous devons donc faire des économies, mais elles ne se feront pas à n'importe quel prix. Nous ne braderons ni notre dissuasion nucléaire, qui constitue l'assurance vie de notre nation, ni les moyens qui concourent à la sécurité de notre territoire national et des Français, où qu'ils se trouvent dans le monde. En revanche, nous devons approfondir notre coopération avec nos alliés, que ce soit au sein de l'Otan comme avec nos partenaires européens. Le moyen le plus sûr d'économiser sur nos outils de défense réside dans le partage et la mutualisation

d'un certain nombre de nos capacités militaires avec nos partenaires européens. La relance de la défense de l'Europe constituera le défi de la prochaine décennie. Si nous n'y par-

venons pas, nos armées risquent, lentement mais sûrement, de péricliter et l'Europe cessera d'exister comme grand acteur mondial. Nous n'avons pas d'autre choix que de réussir à bâtir cette défense européenne que de nombreux citoyens, sur notre continent, appellent de leurs vœux.

Que vous apportent les contributions de la plate-forme interactive ?

Je me félicite des contributions qui nous parviennent sur le site Intradef de la commission du Livre blanc. Elles manifestent l'intérêt du personnel aux travaux que nous conduisons. Ces contributions sont lues avec une attention particulière parce que les hommes et les femmes de la Défense, comme leurs collègues policiers, gendarmes, douaniers, agents de la sécurité civile, sont les premiers acteurs de notre défense et de notre sécurité. Leurs connaissances et leur expérience du terrain sont irremplaçables. Elles irriguent nos réflexions.

Le Livre blanc que nous écrivons s'adresse à eux ainsi qu'à tous nos concitoyens. C'est pourquoi je veux qu'il soit pédagogique et accessible au plus grand nombre. L'un de mes objectifs est que ce Livre blanc soit celui de la cohérence, entre les ambitions politiques de la France et la stratégie civilo-militaire pour les atteindre, entre la priorisation des menaces et les capacités militaires et civiles pour s'en protéger, entre les contrats opérationnels qui seront fixés aux armées et les moyens matériels et humains pour les remplir.

Je veux que ce Livre blanc aide nos compatriotes à mieux se repérer dans un monde qui évolue rapidement et qu'il facilite le dialogue avec nos partenaires européens dans notre effort commun pour construire un continent et un monde de paix. ■

Propos recueillis par la rédaction

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Corsican Lion

LA COOPÉRATION FRANCO-

Exercice amphibie d'envergure, Corsican Lion a engagé 5 000 militaires, 12 bâtiments de surface et 41 aéronefs français et britanniques, fin octobre, en Corse. Concrétisation des accords de Lancaster House signés en 2010, il est la première étape du volet maritime de la Combined Joint Expeditionary Force voulue par les deux pays.

Un engin de débarquement amphibie rapide français vient de gagner la côte et déclenche l'ouverture de sa porte avant. Une centaine d'hommes s'échappent de l'embarcation et se dispersent, prêts à tirer, pour sécuriser la zone. Marsouins de la 9^e brigade d'infanterie de marine (Bima) et commandos britanniques des Royal Marines s'entraînent à des manœuvres amphibies complexes dans le cadre de *Corsican Lion*, un exercice franco-britannique majeur joué en octobre dernier sur le littoral corse. Avec la signature du traité de Lancaster House, le 2 novembre 2010, la France et le Royaume-Uni se sont engagés à renforcer leur coopération en matière de défense et de sécurité. Après avoir tiré les enseignements de leur capacité à œuvrer ensemble lors des opérations en Libye en 2011, la France et le Royaume-Uni poursuivent leur effort d'interopérabilité avec la mise en œuvre de forces flexibles et rapidement projetables. « Cette manœuvre navale bilatérale a été décidée il y a deux ans, lors de la signature du traité, commente le contre-amiral Jean-Baptiste Dupuis, commandant du groupe aéronaval *Task Group 473*. Cet accord prévoit, entre autres, la mise sur pied d'une force expéditionnaire interarmées commune, la Combined Joint Expeditionary Force (CJEF). Corsican Lion a été créé dans ce cadre : pour la première fois, nos deux forces amphibies, appuyées par le groupe aéronaval, ont mené des manœuvres communes. » L'exercice, première étape de la montée en puissance du volet maritime de la CJEF, fait partie du plan sur cinq ans qui conduira à la pleine capacité opérationnelle de la CJEF en 2016. Deux objectifs principaux ont été fixés aux armées : pouvoir déployer, sur ordre, la CJEF et un état-major de forces interarmées et être en mesure, d'ici 2020, de disposer en permanence d'un groupe aéronaval franco-britannique avec un porte-avions, alternativement français ou britannique, et des bâtiments d'escorte des deux nations.

En plus des unités de l'armée de Terre, sont engagés dans *Corsican Lion* 12 bâtiments de surface, 41 aéronefs (Marine et Air) et 5000 hommes répartis en deux groupes : l'un amphibie, l'*Amphibious Task Group*; l'autre aéronaval, le *Carrier Strike Group*. Le premier, sous commandement britannique, est formé autour du navire *HMS Bulwark* de la Royal Navy et du bâtiment de projection et de commandement français *Mistral*. Le second, sous commandement français, est formé autour du porte-avions *Charles-de-Gaulle* avec une escorte franco-britannique. Les forces navales et terrestres des deux nations ont ainsi pu éprouver leurs matériels et vérifier leur compatibilité pendant cinq jours. « L'amphibie nécessite des mises au point techniques très fines, commente le capitaine de vaisseau François-Xavier Polderman, commandant le *Mistral*. Pour rentrer les chalands anglais dans le radier du BPC ou poser l'hélicoptère *Sea King* de la Royal Navy sur notre pont d'envol, nous devons vérifier tout un ensemble de données. Afin de mener à bien la mission, nous devons également harmoniser nos communications, les liaisons cryptées entre les deux marines ou les codages de messages par exemple. » La conduite des opérations s'est ensuite tenue avec un premier débarquement au nord de Solenzara, sur le champ de tir de Diane, et un deuxième au sud, à Frasseli. D'ici 2016, cette collaboration devrait doter la France et le Royaume-Uni, et par là même l'Europe, d'une force d'intervention rapide opérationnelle en moins de 30 jours dans le cadre d'un mandat des Nations unies ou de l'Otan. « Corsican Lion est une nouvelle page dans l'histoire des forces militaires de nos deux pays, se réjouit le commodore Paddy McAlpine, commandant britannique des forces amphibies. Nous attendons avec impatience cette étape concrète d'interopérabilité et souhaitons vivement poursuivre cette collaboration avec la France. »

■
Éléonore Krempff

Marsouins de la 9^e Bima et commandos de la 3^e brigade des Royal Marines dans la phase d'assaut amphibie.

C.CAVALLO/MARINE NATIONALE



-BRITANNIQUE EN ACTION



DERRIÈRE LES BÉRETS



PHOTOS : JEAN-JACQUES CHATAUD/DICOD

Maître Laurent C.

Maître Michael Dumer.

MAÎTRE LAURENT C.

Pilote d'embarcation de transport rapide pour commandos (Etraco)

« Tout en appartenant à la chaîne de soutien de la force des fusiliers marins et commandos, le pilote d'Etraco contribue directement aux opérations. Hors-bord puissant de plusieurs centaines de chevaux, l'Etraco est notamment utilisé pour le contre-terrorisme maritime. Dans le cadre de ces missions, les pilotes sont armés et parés à intervenir si le besoin s'en fait sentir. Mécanicien, bosco ou électricien de spécialité, nous sommes également brevetés parachutistes et même susceptibles d'être aérolargués avec des embarcations pour une opération spéciale. Lors de nos manœuvres conjointes en mer, nous travaillons donc en totale confiance. Les bérets verts requièrent également parfois notre expertise du milieu maritime et de la conduite nautique, par exemple dans la phase d'approche tactique d'un bâtiment en vue d'un assaut. »

MAÎTRE MICHAEL DUMER

Armurier « armes spéciales »

« Les six commandos marine de Brest et de Toulon sont équipés d'armes spéciales. Notre armurerie de Lorient compte jusqu'à 70 catégories d'armes différentes de toutes nationalités – suisse, américaine, allemande... – spécialement adaptées aux missions des commandos marine. Mon travail consiste à les connaître toutes, sans exception : du lance-grenades sud-africain Milkor à la mitrailleuse américaine Dillon capable de tirer 3 000 coups par minute. En une heure, je dois être en mesure de réparer ou de remplacer une arme défectueuse. C'est la vocation de cet atelier "armes spéciales". Pour l'instruction, nous possédons même des équipements qui ne sont pas en usage dans nos armées, type RPG 7 ou AK 47 souvent utilisés par nos ennemis, car les commandos marine

ETS VERTS

Pour mener à bien leurs opérations, les commandos marine bénéficient du soutien d'une chaîne de métiers techniques ou spécifiques sur leur base de Lorient. Rencontre avec ces spécialistes au service des forces spéciales.



Pascale Poitevin.

les neutraliser. Et notre arsenal s'enrichit régulièrement d'un à deux nouveaux exemplaires par an. »

PASCALE POITEVIN

Assistante aide aux familles

« Créée en 2011, la cellule de soutien aux familles de la base a pris modèle sur celle de l'armée de Terre. Néanmoins, mon travail au quotidien diffère, car il existe un vrai cloisonnement entre la vie familiale et la vie professionnelle d'un membre des commandos marine. Les bérets verts ont la culture du secret. Mon objectif est de rompre l'isolement des familles pendant l'absence d'un conjoint militaire. Dans la mesure où le niveau de protection des missions l'autorise, j'informe les proches et je leur apporte un soutien de proximité. L'augmentation du rythme des missions et des risques liés aux opérations suscite des



Maître principal Stéphane Guglieri.

inquiétudes légitimes. Je travaille en liaison avec les psychologues militaires, les médecins, les assistantes sociales, les responsables administratifs, qui m'aident à apporter une réponse adaptée à la solitude et aux besoins de mes interlocuteurs. »

MAÎTRE PRINCIPAL STÉPHAN GUGLIERI

Détachement technique du matériel de parachutage et de largage

« Une des spécialités des commandos marine est le « tarpon », le largage en haute mer. Nos commandos perçoivent le même matériel que dans les autres armées, mais le milieu maritime implique une contrainte supplémentaire de maintenance pour un parachute. Aussi, notre structure est unique et aménagée pour entretenir les parachutes que l'eau de mer pourrait détériorer. La toile suit un processus de dessalage qui répond à des exigences ■■■

PHOTOS : JEAN-JACQUES CHATAUD/DICOD



Maître Vincent Guillotin.

■■■ de sécurité et de qualité. Elle est d'abord passée dans l'eau douce puis rincée et séchée selon des méthodes qui nous sont propres. Et ceci en un temps record puisque nous pouvons reconditionner 120 parachutes en 24 heures. Lors de l'opération de libération du voilier Tanit, capturé par des pirates somaliens en avril 2009, nous avons préparé dans l'urgence 60 parachutes en 6 heures. »

MAÎTRE VINCENT GUILLOTIN

Professeur de sport de combat et de techniques d'interventions opérationnelles rapprochées (Tior)

« Les Tior font partie de l'entraînement continu du militaire, mais, pour les commandos marine, il est complété par le combat total opérationnel marine (CTOM), que deux instructeurs de la base ont élaboré. Il s'agit d'une combinaison d'arts martiaux qui s'adapte au combat au corps à corps des forces spéciales et à des situations nécessitant des techniques précises, par exemple pour maîtriser une sentinelle ou désarmer un ennemi dans un espace clos malgré un équipement imposant. Les Tior comptent parmi les épreuves dans



Frédéric Kervingant.

la sélection des candidats au bétet vert lors du stage commando. Je fais subir un test d'agressivité aux stagiaires afin d'évaluer leurs capacités à réagir dans une situation d'incertitude ou pendant un combat libre. »

FRÉDÉRIC KERVINGANT

Atelier voilure prototypage

« L'équipement que nous créons de toutes pièces dans cet atelier de couture, vous ne le verrez nulle part ailleurs. Je confectionne des modèles uniques à la demande des commandos marine : trousse de secours personnalisée, brelage de plongeur sur mesure. Récemment, j'ai imaginé une housse pour ranger une arme, à ouverture rapide et positionnable sur n'importe quel véhicule. Pour leurs missions peu communes, mes "clients" ont besoin d'un équipement ergonomique et solide. Alors, régulièrement, les commandos marine me consultent pour que je crée un prototype qui sera ensuite testé et validé sur le terrain. Je peux produire de 10 à 50 unités selon les besoins. »

Propos recueillis par Grégoire Chaumeil

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

LA DIRISI AU SERVICE DES

La Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information (Dirisi) permet aux armées de disposer, en opérations, des capacités nécessaires pour faire transiter les ordres et les informations.

DIRISI

- 8 500 personnes des trois armées.
- Un centre d'opérations. Point d'entrée unique des théâtres en cas de dysfonctionnement, il met en contact le terrain avec un centre spécialisé.
- 22 centres nationaux spécialisés dans la mise en œuvre d'un système d'information et de télécommunication (SIC) : satellitaire, réseaux, systèmes d'information...

Missions :

- Coordonne les réseaux des trois armées et mutualise leurs moyens.
- Répartit les moyens (fréquences, réseaux, liaisons satellitaires...).
- Donne au CPCO une vision d'ensemble des SIC d'un théâtre.
- Sous sa tutelle, le Calid (Centre d'analyse et de lutte informatique défensive) et le Cassi (Centre d'audit et de sécurité des systèmes d'information) peuvent être projetés sur les théâtres pour auditer les réseaux dans le but de contrer une attaque informatique.

N6 CTF

N6 Commander Task Force (Marine).

Unité projetée

- Cellule N6 de l'état-major embarqué.

FORCES

EMA/CPCO/J6

La division J6 du Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) est dédiée aux systèmes d'information et de communication.

Parmi ses missions :

- Conseille en SIC pour les opérations.
- Détermine le type de réseau à utiliser sur un théâtre.
- Priorise les SIC et répartit les moyens en fonction de ce choix.

Moyens

Intradef, Internet, système de renseignement d'origine spatiale Athos, système d'aide à l'interprétation multinavigateurs (Saim) des photos fournies par les drones Harfang...



COMFOR

COMSICIAT

Commandant des systèmes d'information et de communication interarmées de théâtre.

- Placé sous les ordres du commandant des forces (Comfor)
- Responsable des SIC sur le théâtre.
- Fait remonter à EMA/CPCO/J6 les besoins opérationnels du terrain.
- Est en relation permanente avec la Dirisi pour des besoins en réseau, en fréquence HF, en réseau internet sécurisé, etc.
- Assure une cohérence globale des SIC des trois armées.

COMTACSICAIR

Commandant tactique des systèmes d'information et de communication (Air).

Unités projetées

- Groupement tactique des systèmes d'information et de communication aéronautiques (GTSICA Aéro).
- Groupe de télécommunication (GT).

Chef de DET SIC

Chef de détachement des systèmes d'information et de communication (Terre).

Unité projetée

- Brigade de transmissions et d'appui au commandement (BTAC).

Les responsables SIC sur le terrain

- Sont chargés des moyens SIC tactiques déployés par leur armée (ordinateurs, antennes satellites, etc.).
- S'appuient sur des compétences d'unités projetées.
- Rendent compte au Comsiciat des problèmes rencontrés sur les réseaux placés sous son autorité.
- Veillent au bon fonctionnement des SIC opérationnels.
- Permettent d'assurer le commandement des opérations sur les théâtres.

Câbles souterrains



**Interview du contre-amiral Arnaud Coustillière,
officier général cyberdéfense**

« La cyberdéfense est l'une des priorités de la Défense »



MARINE NATIONALE

Depuis un an, entre les cyberattaques de plus en plus sophistiquées et les postures étatiques moins opaques, peut-on considérer que la géopolitique a changé dans le domaine « cyber » ?

Comme le montre le récent rapport du sénateur Jean-Marie Bockel intitulé « La cyberdéfense : un enjeu mondial, une priorité nationale »,

de nombreuses évolutions ont eu lieu : nouveaux virus puissants, fronts de cybercontestation ou encore opérations d'espionnage sur la Toile, véritable fléau pour les entreprises dont les connaissances sont pillées. En conséquence, certains États ont modifié leur posture : les États-Unis ont publiquement explicité leur conception de la cyberdissuasion en novembre 2011 (qui combine posture défensive renforcée et capacités de rétorsion) et, en juin, Israël a reconnu l'emploi de l'arme informatique dans un but stratégique ou tactique. Mais ce qui a été le plus surprenant et qui représente une rupture, ce sont les révélations sur le rôle des plus hautes autorités américaines dans l'organisation d'une cyberattaque ayant visé l'Iran. Les médias américains ont en effet révélé

l'existence de l'opération israélo-américaine *Olympic Games* d'attaque cybernétique visant des centrifugeuses iraniennes en employant le virus *Stuxnet*.

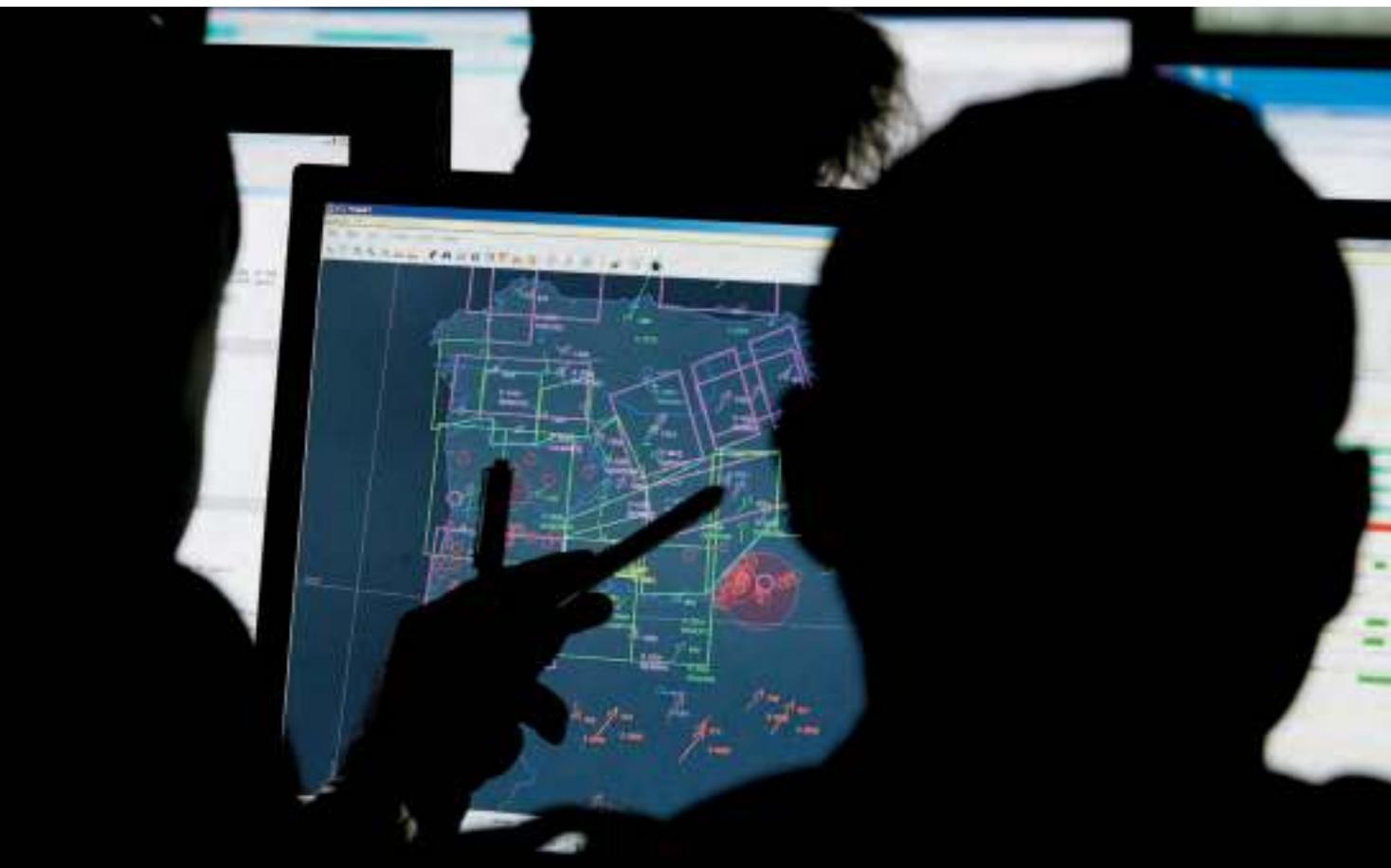
Sur la scène internationale, on constate aussi un retour à une certaine logique de blocs : les États-Unis et les pays européens prônant des règles de comportement non contraignantes face à la tendance sino-russe appelant à des règles plus engageantes établies sous l'égide de l'ONU et dont le périmètre ne se limite pas à la sécurité des systèmes mais à l'information par elle-même.

Comment la France s'adapte-t-elle à ce nouveau contexte géopolitique ?

La Défense a pris conscience des enjeux et le sujet est traité avec un haut niveau de priorité. L'État a renforcé les mesures prises par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information. Au ministère, depuis juillet 2011, nous avons publié un concept – qui définit le cadre général de la cyberdéfense –, puis une doctrine – qui détaille les fonctions et les moyens de la cyberdéfense – et enfin un schéma directeur validé en juin dernier. Nous finalisons actuellement un mémento de crise (un recueil de consignes et de processus permettant de monter en

OLIVIER RAVENEL / SIRPA AIR

La planification et la conduite des opérations aériennes reposent sur les réseaux numériques. Une parfaite maîtrise de la sécurité informatique par le personnel est absolument nécessaire.



quelques heures une cellule de crise au sein du Centre de planification et de conduite des opérations) et les directives d'emploi des groupes d'intervention rapide (GIR) pour investiguer et caractériser une attaque. En parallèle, nous menons avec toutes les grandes autorités du ministère une refonte profonde des organisations et introduisons le domaine « cyber » dans la préparation opérationnelle des forces. Le chef d'État-Major des armées a mis en place une structure unifiée et dédiée à la cyberdéfense. Nous possédons une chaîne de commandement centralisée, qui peut réagir très vite en cas de cyberattaque, tout en comptant des relais jusqu'aux unités sur le terrain. Nommé officier général « cyberdéfense » en juillet 2011, je suis aussi, aujourd'hui, le chef « cyber » du Centre de planification et de conduite des opérations aux côtés des chefs « conduite » et « planification », et nous travaillons en ce moment avec les grands commandements sur le juste niveau de subsidiarité-délégation à trouver entre la chaîne centrale et celles d'organismes. Pour agir, nous avons des GIR, constitués sur demande, ainsi que le Centre d'analyse et de lutte informatique défensive (Calid), dont les effectifs passeront de 17 personnes en 2011 à 40 prévues pour 2013.

L'une des priorités du ministère de la Défense est de sensibiliser son personnel. Comment procédez-vous ?

Nous souhaitons développer le niveau d'« hygiène informatique » de nos personnels avec une logique d'entretien continu tout au long de la carrière. L'objectif est d'inculquer des règles de base permettant d'agir en sécurité. En février, nous avons mis en place un comité spécialisé dans la formation à la cybersécurité au ministère de la Défense. Il rassemble des représentants de tous les organismes du ministère et son pilotage a été confié à l'armée de l'Air. Son objectif est de rapprocher toutes les formations existantes. Du côté de nos écoles, des structures se développent, notamment un pôle d'excellence en collaboration avec DGA/MI (la maîtrise de l'information au sein de la Direction générale de l'armement), l'École des transmissions et Saint-Cyr Coëtquidan. À l'École de guerre, nous faisons plancher les stagiaires sur des études de cas et il existe aussi des modules cyberdéfense au Centre des hautes études militaires. Le ministère accompagne également l'université de Bretagne Sud dans le développement d'une filière d'ingénieurs en cybersécurité. Tout ceci participe à la prise de conscience des bonnes pratiques. ■

Propos recueillis par Nelly Moussu

2011

LES



2

Changement de gouvernement, poursuite de la modernisation du ministère, désengagement d'Afghanistan, mesures palliatives dans la problématique de la fonction solde, succès olympiques des sportifs de haut niveau, cérémonies et expositions... *Armées d'aujourd'hui* vous propose une sélection des grands moments qui, au fil des mois, ont constitué l'actualité de la Défense cette année. Des images et des mots.

EVENEMENTS



Mai

Le chef des armées se rend à l'hôpital Percy

Le 29 mai, quelques jours après l'avoir été élu président de la République, François Hollande s'est rendu à l'hôpital d'instruction des armées Percy, à Clamart. Il y a rencontré les militaires blessés en opérations, hospitalisés dans les services d'orthopédie et de médecine physique et de réadaptation. Il s'est également entretenu avec le personnel du Service de santé des armées. « *Je souhaitais, après m'être rendu en Afghanistan, rencontrer les blessés qui sont soignés ici, et qui le sont excellemment. Ces blessés sont nombreux* », a déclaré le Président.



Mai

Nomination de Kader Arif comme ministre délégué chargé des Anciens Combattants



Sur proposition du Premier ministre, le président de la République, François Hollande, a nommé Kader Arif ministre délégué auprès du ministre de la Défense, chargé des Anciens Combattants le 18 mai. Député européen de 2004 à 2012, il occupait la fonction de conseiller municipal délégué de la ville de Toulouse, en charge des relations internationales depuis 2008. Deux jours après sa nomination, il s'est exprimé au congrès de l'Union nationale des combattants. Une visite qui lui a permis de redire « *les valeurs du monde combattant que sont le civisme, la défense des libertés et de la démocratie* ». Kader Arif a ensuite appelé l'attention des militaires en service sur l'intérêt qu'il porte au « *statut futur d'anciens combattants de celles et de ceux qui, aujourd'hui, défendent nos libertés et nos intérêts sur les théâtres d'opérations extérieures* ».

Avril

Rencontres militaires blessures et sport

La pratique du sport est un élément clé de la remise en condition physique et morale des soldats blessés. Fort de ce constat, les premières rencontres militaires blessures et sports se sont tenues du 2 au 6 avril à Bourges. Elles ont rassemblé 18 militaires issus des trois armées et du Service de santé des armées, sous l'égide de la Cellule d'aide aux blessés de l'armée de Terre. Cet événement, présidé par le général d'armée de Villiers, major général des armées, s'est tenu au Centre de ressources, d'expertise et de



performances sportives de la ville. Les participants ont pu reprendre une activité sportive déjà pratiquée, mais également en découvrir de nouvelles. Ces rencontres se sont achevées par un forum « rencontre » qui a dévoilé les dernières innovations en matière de prothèses.



Mai

JEAN-YVES LE DRIAN MINISTRE DE LA DÉFENSE

Jean-Yves Le Drian a été nommé, le 18 mai, ministre de la Défense par le président de la République, sur proposition du Premier ministre. Secrétaire d'État à la mer de 1991 à 1992, il a auparavant occupé plusieurs mandats locaux et nationaux : président du conseil régional de Bretagne depuis 2004, maire de Lorient, puis député, il a siégé pendant près de vingt ans à la commission de la Défense et des forces armées de l'Assemblée nationale. « *Je mesure l'honneur qui m'est fait et le poids des responsabilités qui me sont confiées. Dans le courant de ma vie professionnelle, j'ai déjà eu souvent l'occasion de vous croiser, j'ai pleinement conscience de l'atout essentiel que vous représentez pour la nation* », a-t-il exprimé lors de ses premiers mots adressés au personnel du ministère à l'occasion de sa prise de fonction.

Juillet

Le président de la République à bord du *Terrible*

François Hollande, le président de la République, s'est rendu au large de la Bretagne, le 5 juillet, auprès de l'équipage du sous-marin nucléaire lanceur d'engins *Le Terrible* avant son retour de patrouille. Lors de sa visite aux sous-mariniers, le Président a confirmé l'engagement de la nation pour préserver la dissuasion nucléaire. « *Elle est le patrimoine de toute la nation. Comme chef des armées, j'ai la responsabilité de sa continuité, je dois en assurer la poursuite* », a-t-il déclaré.



Juillet-septembre

Coopération franco-britannique et franco-allemande sur les drones

Deux importants accords-cadres concernant les drones ont été signés le 24 juillet par la France et la Grande-Bretagne. Le premier lance la phase initiale du programme de démonstration du système de combat aérien futur. Le second concerne la coopération portant sur le drone tactique *Watchkeeper*. Le 12 septembre, la France a annoncé un accord de coopération avec l'Allemagne pour la réalisation d'un drone Male (moyenne altitude longue endurance) en vue d'une possible coopération européenne.



Juillet

Le Service des essences des armées descend les Champs-Élysées



Lors de la fête nationale, le Service des essences des armées (SEA) a, pour la première fois, participé au défilé des troupes à pied à Paris. Cent trente-deux officiers, sous-officiers et militaires du rang servant dans les unités de la Base pétrolière interarmées (BPIA) et de la direction logistique ont composé le détachement. Le drapeau de la BPIA avait, quelques mois auparavant, été décoré de la croix de la Valeur militaire au titre de son engagement dans les opérations extérieures, notamment en Afghanistan. Cette participation témoigne de la parfaite intégration du SEA aux forces projetées mises à l'honneur cette année.



Septembre-octobre

UN DISPOSITIF POUR L'AMÉLIORATION DU VERSEMENT DE LA SOLDE

Jean-Yves Le Drian a annoncé, le 25 septembre, une série de mesures visant à rétablir le fonctionnement normal du système de solde des militaires. L'objectif affiché par le ministre étant de mettre un terme aux problèmes d'impayés dans les meilleurs délais. Le dispositif repose notamment sur la création d'une plate-forme téléphonique : « Solde assistance ». Le ministre est venu rencontrer, le 17 octobre à Rambouillet, la trentaine de personnes spécialement chargées de répondre aux questions des soldats et de leurs familles. En parallèle, un groupe d'utilisateurs composé de spécialistes, de militaires et de conjoints dialogue régulièrement afin d'améliorer la qualité de service de la chaîne solde. Le 29 octobre, Jean-Yves Le Drian a annoncé qu'en plus de ces mesures, 30 millions d'euros ont été dégagés de la trésorerie du Centre interarmées d'administration de la solde au titre des mesures palliatives d'urgence.

Avril

Création du Comité technique ministériel

Nouvelle instance de concertation et de décision, le Comité technique ministériel (CTM) s'est réuni pour la première fois le 10 avril autour du ministre de la Défense. Le CTM traite, pour l'ensemble du personnel civil du ministère de la Défense, de sujets à caractère statutaire et indemnitaire. Composé du ministre, de ses grands subordonnés – parmi lesquels le secrétaire général pour l'administration – et de quinze représentants titulaires du personnel civil directement élus, ce comité s'est rassemblé quatre fois en 2012.



Hommage à nos soldats morts en 2012

Au cours de l'année, dix militaires français ont trouvé la mort sur le sol afghan et cinq sur le territoire national. Présidant les cérémonies d'hommage, François Hollande, chef des armées, a réaffirmé sa fierté, sa gratitude et son admiration pour ces hommes.

Extrait du discours prononcé le 14 juin aux Invalides.

« **L**e métier des armes n'est pas un métier comme les autres. Il est fait du sens du devoir, de l'amour de la patrie, de l'esprit de sacrifice. Il appelle de la discipline et du courage. Il comporte l'acceptation du risque. La France doit à son armée une part éminente de sa grandeur, de son indépendance, de son rayonnement dans le monde aussi.[...] Ils sont morts pour des valeurs justes et hautes, celle de la paix, celle de la liberté, celle de la démocratie, les valeurs de la France. [...] Mourir pour la France, c'est vivre à jamais dans le cœur des Français. Nous ne les oublierons pas. Chacun avait un nom, un visage, une histoire, une famille. »

IN MEMORIAM

Le 20 janvier Quatre militaires sont tués par un soldat afghan et un cinquième est mortellement blessé.

Chef d'escadron Christophe Schnetterle, 45 ans.

93^e régiment d'artillerie de montagne de Varcès (décédé le 27 mars).

Adjudant-chef Fabien Willm, 43 ans.

93^e régiment d'artillerie de montagne de Varcès.

Adjudant-chef Denis Estin, 45 ans.

93^e régiment d'artillerie de montagne de Varcès.

Sergent-chef Svilen Simeonov, 34 ans.

2^e régiment étranger de génie de Saint-Christol.

Brigadier-chef Geoffrey Baumela, 27 ans.

93^e régiment d'artillerie de montagne de Varcès.

Le 9 juin Quatre soldats français trouvent la mort dans un attentat-suicide dans la province de Kapisa en Afghanistan.

Major Thierry Serrat, 46 ans.

Groupement interarmées des actions civilo-militaires.

Adjudant Stéphane Prudhom, 32 ans.

40^e régiment d'artillerie de Suippes.

Maréchal des logis-chef Pierre-Olivier Lumineau, 27 ans.

40^e régiment d'artillerie de Suippes.

Brigadier-chef Yoann Marcillan, 24 ans.

40^e régiment d'artillerie de Suippes.

Le 7 août Un militaire est mortellement blessé dans un accrochage dans la vallée de Kapisa en Afghanistan.

Major Franck Bouzet, 45 ans.

13^e bataillon de chasseurs alpins de Chambéry.

Le 27 juin Deux militaires trouvent la mort dans une embuscade en Guyane.

Adjudant-chef Stéphane Moralia, 29 ans.

9^e régiment d'infanterie de marine de Cayenne.

Sergent Sébastien Pissot, 33 ans.

9^e régiment d'infanterie de marine de Cayenne.

Les 11 et 15 mars Trois militaires sont tués

par Mohammed Merah à Toulouse et Montauban

Maréchal des logis-chef Imad Ibn Ziaten, 30 ans.

1^{er} régiment du train parachutiste de Francazal (Toulouse).

Caporal Abel Chennouf, 25 ans.

17^e régiment de génie parachutiste de Montauban.

Soldat de 1^{re} classe Mohamed Legouad, 23 ans.

17^e régiment de génie parachutiste de Montauban.



Avril exercice bilatéral franco-émirien

Organisé du 15 avril au 3 mai conjointement par les Émirats arabes unis et la France, l'exercice Gulf 2012 est l'illustration du niveau opérationnel atteint par les armées des deux pays dans le cadre de leur accord de Défense. Mille huit cents militaires et d'importants moyens interarmées français ont manœuvré de façon combinée avec l'ensemble des forces émiriennes



pour tester leurs capacités à repousser ensemble une invasion des Émirats arabes unis par une force ennemie. Avec l'implantation de la base française d'Abu Dhabi, la coopération franco-émirienne s'est accentuée. Cet exercice bilatéral a permis de développer l'interopérabilité des forces tant au niveau de la planification et de la conduite des opérations qu'aux plans techniques et humains.



ACCÉLÉRATION DU DÉPART FRANÇAIS D'AFGHANISTAN

Le désengagement de la France en Afghanistan s'est intensifié en 2012 avec le départ de 2 100 militaires. Le 31 juillet, l'armée française a quitté la base opérationnelle avancée de Tora et le district de Surobi. Cet événement illustre le succès du processus de transition avec les forces afghanes. Il marque également une étape importante : le désengagement de la première emprise française d'envergure de ce théâtre. Le 30 septembre, les derniers éléments du *Battle Group Acier* et de la *Task Force La Fayette* se sont, eux, retirés de Tagab, en Kapisa, dans l'est du pays. Six convois ont été nécessaires pour évacuer les lieux sans incident majeur. Enfin, 400 militaires ont quitté la base de Nijrab, dans cette même vallée de Kapisa, le 20 novembre. Ce départ marque l'autonomie des forces de sécurité afghanes dans ce sanctuaire des insurgés et met fin à la présence des troupes françaises participant à l'appui des actions de combat en Afghanistan. En cette fin d'année, 1 500 soldats demeurent sur le théâtre, dont la majeure partie poursuivra le désengagement logistique français.

Juillet Vaste opération contre les orpailleurs

La mort de deux militaires français, le 27 juin, engagés dans Harpie, opération de lutte contre l'orpillage clandestin en Guyane, a entraîné un renforcement immédiat de ce dispositif. Plus de 1 500 patrouilles des forces armées en Guyane dont près de 200 conjointes avec la gendarmerie ont permis des saisies d'un montant de plus de 3 millions d'euros.



Mars

Nawas : exercice de défense surface-air interarmées

C'est avec ce rendez-vous interarmées, qui s'est tenu du 15 au 29 mars entre Toulouse et Biscarosse, que l'armée de l'Air a pris officiellement l'intégralité du contrat opérationnel de défense sol-air moyenne portée (Samp), jusque-là partagé avec l'armée de Terre. Nawas a également permis de valider la capacité opérationnelle des trois armées à assurer la défense surface-air d'une force terrestre projetée, déployée et en mouvement. Cet exercice a marqué une nouvelle étape dans la réorganisation de la défense aérienne française entamée en 2006.



Janvier-février

L'amphibie à l'heure américaine



Avec une trentaine de bâtiments de combat et 20 000 militaires de toutes les nationalités, *Bold Alligator* est la plus importante manœuvre amphibie de ces dix dernières années. Les États-Unis, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, le Canada et la France se sont retrouvés au large des côtes de Caroline du Nord pour une opération de débarquement grandeur nature. À cette occasion, la Marine nationale a mis en œuvre pour la première fois son nouvel engin de débarquement amphibie rapide (Edar).

Avril-août

Atalante sous commandement français



Le commandement d'Atalante, opération européenne de lutte contre la piraterie au large de la Corne de l'Afrique, a été confié à la France le 6 avril. Le contre-amiral Jean-Baptiste Dupuis a été nommé à la barre de l'opération pour quatre mois depuis le bâtiment de commandement et de ravitaillement *Marne*. Depuis sa création en 2008, c'est la seconde fois qu'un commandement français est à la tête de la *Task Force 465*, une flotte de près d'une dizaine de bâtiments et de 2 à 3 avions de patrouille maritime. La présence de navires de guerre européens dans l'océan Indien permet, chaque année, le transit de 20 000 bateaux de commerce dans le golfe d'Aden et dissuade les attaques pirates.



Août

UN GROUPEMENT MÉDICO-CHIRURGICAL EN JORDANIE

Face à l'exode massif de la population syrienne provoqué par les combats, l'opération Tamour a été déclenchée le 9 août. Celle-ci a conduit à l'installation d'un groupement médico-chirurgical (GMC) sur le camp de Za'atari, en Jordanie. L'équipe, constituée d'une cinquantaine de militaires du Service de santé des armées, dont des spécialistes en traumatologie, a rejoint le camp pour une mission d'aide médicale d'urgence aux victimes, plusieurs dizaines de milliers de réfugiés ayant traversé la frontière. Cette mobilisation de la France aux côtés du Maroc, de l'Italie et des États-Unis fait suite à une décision du président de la République, prise en accord avec les autorités jordaniennes. Fin novembre, le GMC comptabilisait une centaine d'interventions chirurgicales, 2 600 consultations médicales et près de 6 000 vaccinations. Tamour se poursuivra jusqu'à la prise en compte de la mission par les ONG médicales supervisées par le ministère des Affaires étrangères.

Janvier

Mesures d'urgence pour la sécurité des équipes de liaison en Afghanistan

Sur la base de Gwan, le 20 janvier, l'attaque d'un soldat de l'armée nationale afghane (ANA) a tué cinq soldats français intégrés à une équipe de liaison et de tutorat opérationnel insérée au sein d'un bataillon afghan. Des mesures ont immédiatement été engagées pour garantir une meilleure sécurité des troupes : séparation des contingents afghan et français au sein des bases opérationnelles avancées, renforcement des contrôles à l'entrée des bases. Malgré tout, la *Task Force* La Fayette, en maintenant les liens de confiance avec ses partenaires, a poursuivi sa mission de formation et d'accompagnement de l'ANA.



RESTRUCTURATIONS DES TROIS ARMÉES ET DES SERVICES DE LA DÉFENSE EN 2012

La Défense a engagé l'une de ses réformes les plus importantes depuis près de quarante ans, l'une des plus ambitieuses menées au sein de l'État, qui vise à adapter l'outil de défense aux menaces et aux défis actuels. Cette réforme se traduit par une rénovation profonde de la carte des implantations militaires, entamée en 2008, destinée à créer des pôles territoriaux cohérents au profit de la préparation opérationnelle des armées. Cette page présente les principales mesures mises en œuvre cette année.



-  Armée de Terre
 -  Marine
 -  Armée de l'Air
 -  Service de santé des armées (SSA)
 -  Service des essences des armées (SEA)
 -  Service du commissariat des armées (SCA)
 -  Direction générale de l'armement (DGA)
- 

Création

 Dissolution

 Transfert

Seead

Service des essais et expérimentations aéronautiques de la Défense

Etas

Établissement technique

LRBA

Laboratoire de recherches balistiques et aérodynamiques

Gesma

Groupe d'études sous-marines de l'Atlantique

Cefos

Centre de formation opérationnelle santé

Simmad

Structure intégrée de maintien en condition opérationnelle des matériels aéronautiques de la Défense



Réforme



Renaissance officielle le 4 octobre après sa mise en sommeil le 25 juin 2010

Mars

Centre de formation A400M : pose de la première pierre

Chef d'état-major de l'armée de l'Air jusqu'au 16 septembre, le général Paloméros a présidé, le 15 mars, la cérémonie de pose de la première pierre du Centre de formation A400M sur la base aérienne 123 d'Orléans-Bricy. Le bâtiment sera consacré à la formation des équipages français et des pays partenaires du nouvel avion de transport militaire européen (pilotes, mécaniciens...) et à leur maintien en condition opérationnelle. Ce vaste programme d'infrastructures permettra à la base d'Orléans-Bricy d'exploiter la flotte d'A400M et d'en assurer la maintenance. L'arrivée du premier avion au sein de l'escadron 1/61 Touraine est prévue en 2013 pour une mise en service opérationnel en 2014. L'édification de ce centre d'exception marque l'entrée de l'armée de l'Air dans une nouvelle ère du transport aérien qui lui permettra de consolider son rang au sein des meilleures armées de l'air au monde.



Septembre

Maintien en condition opérationnelle aéronautique : la Simmad à Paris et Bordeaux



La Structure intégrée de maintien en condition opérationnelle des matériels aéronautiques du ministère de la Défense (Simmad), implantée à Brétigny-sur-Orge depuis sa création en 2000, a déménagé. Le pôle « direction » s'est installé à Paris, sur le site de Balard, tandis que le pôle « production » est présent depuis le 12 septembre sur la base aérienne 106 de Bordeaux-Mérignac. La Simmad est, en qualité de maître d'ouvrage, un acteur central du maintien en condition opérationnelle (MCO) des aéronefs de la Défense et de services de l'État. Elle travaille au profit des trois armées et de la gendarmerie nationale. Le transfert de la production en Gironde, qui représente 800 emplois, renforce la proximité avec le commandement du soutien des forces aériennes

et favorise le dialogue entre les acteurs étatiques et privés du MCO aéronautique, majoritairement présents en région Aquitaine. L'enjeu est de générer des économies et d'accroître la disponibilité des aéronefs en optimisant les circuits logistiques depuis l'industrie jusqu'aux acteurs opérationnels. Cette démarche s'inscrit dans la perspective de développement d'un véritable pôle d'aéronautique de défense à dimension nationale et européenne dans le Sud-Ouest.

Juillet Naissance du Cefos à La Valbonne

Le Centre de formation opérationnelle santé (Cefos), implanté à La Valbonne (Ain), a été créé le 1^{er} juillet, fusionnant les activités du centre de préparation aux opérations extérieures et du centre d'instruction santé de l'armée de Terre. Le Cefos assure des stages de préparation au profit du personnel du Service de santé des armées (du médecin spécialiste à l'auxiliaire sanitaire) avant leur projection en opex. De multiples formations y sont dispensées: mise en condition avant projection, pratiques en environnements extrêmes, transport des blessés, gestion médico-administrative, anglais médico-opérationnel. Le Cefos, qui dépend de l'École du Val-de-Grâce, est dirigé par le médecin chef des services de classe normale Christian Belat.



Septembre

PLATE-FORME PARTICIPATIVE SUR LE LIVRE BLANC

Destinée à informer le personnel du ministère et recueillir ses remarques et suggestions dans le cadre de l'élaboration du Livre blanc, une plate-forme participative a été mise en ligne sur Intradef le 7 septembre. Le ministre de la Défense, à l'origine de cette initiative, a souhaité « que ceux qui avaient un point de vue à exprimer, des propositions à partager, puissent le faire et ce, quels que soient leur armée et leur grade ». Sept enjeux sont proposés dans l'espace collaboratif : le contexte stratégique, le cadre d'action et les objectifs politiques, la sécurité nationale et la sécurité de la nation, le renseignement, les stratégies et les capacités, l'économie et l'industrie de défense et enfin les hommes et les femmes de la Défense. Ces réflexions servent aux groupes de travail de la commission chargée d'élaborer le futur Livre blanc. Trois mois après sa mise en service, la plate-forme enregistrait 150 000 visites, 1 200 000 pages vues et plus de 1 500 personnes inscrites, offrant plus de 4 000 contributions.

Juillet CIAE : un facilitateur des relations avec les acteurs locaux lors des opérations

Créé le 1^{er} juillet, le Centre interarmées des actions sur l'environnement (CIAE) est issu de deux structures existantes : le groupement interarmées des actions civilo-militaires et le groupement des opérations militaires d'influence. Son objectif est de faciliter les relations des chefs militaires en opération avec l'environnement humain local en suivant un principe simple : « gagner les cœurs et les esprits ». D'ici 2014, la nouvelle entité disposera de 170 spécialistes. Leur mission sera de mieux faire comprendre et accepter l'action des forces françaises en opération aux populations locales. Pour conquérir la confiance des acteurs locaux, ils mettront en œuvre des projets comme l'aide directe aux populations, la gestion de chantiers de reconstruction, ou des actions d'information.



Juin

Présentation du plasma sanguin lyophilisé

Mis au point par le Centre de transfusion sanguine des armées, le plasma lyophilisé a été présenté par le Service de santé des armées lors du salon Eurosatory qui s'est tenu du 11 au 15 juin. Ce nouveau produit peut se reconstituer en 3 minutes, soit un gain de temps de 20 minutes par rapport au plasma congelé. Le plasma lyophilisé est actuellement utilisé sur les théâtres d'opérations, notamment en Afghanistan. Le brevet est sur le point d'être vendu par le ministère de la Défense afin d'exploiter les possibilités de ce produit dans le civil (accidents de la route, catastrophes naturelles...).



Octobre

Livraison du premier Rafale avec radar à antenne active



La Direction générale de l'armement a pris livraison, le 2 octobre, du premier Rafale équipé en série du radar Thales RBE2 à antenne active (AESA, *Active Electronically Scanned Array*). Immatriculé C137, ce Rafale est destiné à l'armée de l'Air. Le Rafale est le premier avion de combat européen à disposer d'un radar à antenne active. Le RBE2 AESA offre une portée et une capacité de détection accrues. Compatible avec la détection de cibles à signature réduite, ce radar permet l'utilisation de nouveaux armements, comme le missile air-air à longue portée Meteor. L'AESA présente également des formes d'ondes plus agiles, capables de générer des images à ouverture de synthèse de grande réso-

lution et d'augmenter la résistance du radar au brouillage. Le développement de cet équipement a été décidé dans le cadre d'un programme d'amélioration des capteurs du Rafale qui comprend également un détecteur de départ missile amélioré et une optronique secteur frontal de nouvelle génération (équipant aussi le Rafale C137). Cent quatre-vingts Rafale de série ont été commandés à Dassault Aviation par la DGA et 111 appareils ont déjà été livrés dans trois versions : 36 monoplaces embarqués (Rafale M) pour la Marine nationale, qui les met en œuvre sur le porte-avions *Charles-de-Gaulle*, ainsi que 38 biplaces (Rafale B) et 37 monoplaces (Rafale C) pour l'armée de l'Air.

Avril

Interception d'une cible supersonique

Direction générale de l'armement et Marine nationale ont réussi l'interception par le système PAAMS (*principal anti-air missile system*) d'une cible aérienne simulant l'attaque d'un missile anti-navire supersonique volant à très basse altitude. Réalisé le 4 avril à partir de la frégate *Forbin*, ce tir – une première en Europe – démontre la capacité de ce système anti-aérien à protéger un groupe aéronaval contre un missile à hautes performances. Après détection et poursuite, la cible a été interceptée par un missile Aster 30 en quelques



dizaines de secondes. Le système PAAMS, un programme en coopération tripartite mené par la France, l'Italie et le Royaume-Uni, équipe les quatre frégates de défense aérienne type Horizon (deux pour la France et deux pour l'Italie) et les six destroyers type 45 britanniques.



Juin

LE MINIROGEN EXPOSÉ À EUROSATORY

Minirobot détecteur d'engins explosifs, le Minirogen a été présenté au salon Eurosatory en juin. Il équipe les détachements d'ouverture d'itinéraires piégés et les sections de combat du génie. Très mobile et doté d'une caméra, il peut se glisser dans des espaces très étroits afin de donner des informations sur les éventuels engins explosifs improvisés cachés. Il possède également une plate-forme activée à distance lui permettant de poser des charges antimines. Cet équipement moderne apporte des compétences nouvelles aux sections du génie et permet d'accroître la sécurité des sapeurs qui n'ont plus besoin de se rendre eux-mêmes sur la zone minée. Depuis le mois de juin, il équipe les unités en Afghanistan.

Juillet

Le BPC *Dixmude* est admis au service actif

Le 27 juillet, le chef d'état-major de la Marine, l'amiral Bernard Rogel, a signé l'admission au service actif du bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Dixmude*, au terme de plusieurs années de construction et d'essais. Depuis sa livraison par les industriels à la Marine, le navire a suivi une mise en condition opérationnelle. Il a ainsi participé à la mission Jeanne d'Arc, qui a permis de vérifier les capacités militaires du bâtiment. Le nouveau BPC a également pris part aux opérations Atalante et Corymbe. Le *Dixmude* est le troisième bâtiment de ce type après le *Mistral* et le *Tonnerre*.



Mai

Célébration des 70 ans de Bir Hakeim

Une cérémonie solennelle présidée par le ministre de la Défense s'est tenue le 30 mai dans la cour d'honneur des Invalides pour commémorer le 70^e anniversaire de la bataille de Bir Hakeim. Jean-Yves Le Drian était accompagné de Kader Arif, ministre délégué auprès du ministre de la Défense chargé des Anciens Combattants, d'Andrew Robathan, sous-secrétaire d'État chargé du personnel, de l'aide sociale et des vétérans du ministère de la Défense britannique, ainsi que du général d'armée Bertrand Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de Terre, et du général de corps d'armée Bruno Dary, alors gouverneur militaire de Paris. Un détachement français interarmées ainsi que des vétérans de la VIII^e armée britannique étaient présents pour marquer le souvenir de cette bataille cruciale de la Seconde Guerre mondiale.



Août

C'Space, le rendez-vous des étudiants et du public avec l'espace



Organisé par le Cnes (Centre national d'études spatiales) et l'association Planète Sciences, en partenariat avec la DGA, le C'Space 2012 s'est tenu du 27 au 31 août sur le site de la Direction générale de l'armement (DGA) Essais de missiles, à Biscarrosse, dans les Landes. Ce salon est le rendez-vous des lancements de projets spatiaux d'étudiants et de clubs. Cette année, plus de 300 personnes, pour la plupart des étudiants français et étrangers (Japon, Russie, Australie, Autriche), ont répondu à l'appel. En parallèle de cette manifestation, sur le site militaire, le Cnes et la DGA en partenariat avec la ville de Biscarrosse, ont organisé une exposition spatiale sur l'esplanade de Biscarrosse. Des maquettes d'avions, de satellites et de lanceurs, ainsi que des animations spatiales ont été proposées au jeune public, lui permettant de découvrir et d'expérimenter l'univers de l'espace.



Juillet-septembre

LES MÉDAILLÉS DE LONDRES

La France a remporté 34 médailles lors des 30^e Jeux olympiques qui se sont déroulés à Londres du 27 juillet au 12 août. Parmi elles, 7 ont été décrochées par des sportifs de haut niveau de la Défense (SHND). Les SHND ont notamment brillé en natation, puisque Alain Bernard et Florent Manaudou ont tous deux obtenu l'or. De l'or également côté femmes avec Emilie Fer en canoë-kayak et Julie Bresset en VTT. En cyclisme, Mickaël d'Almeida est monté sur la deuxième marche du podium. Quant à Audrey Tcheuméo (judo) et Jonathan Lobert (voile), ils sont revenus chacun avec une médaille de bronze. Les sportifs de haut niveau de la Défense participant aux Jeux paralympiques (du 29 août au 9 septembre) n'ont pas démerité. Cédric Fèvre-Chevalier a remporté l'or à la carabine, le tennisman Stéphane Houdet, l'argent en tennis fauteuil, et le bronze en double avec son partenaire Mickaël Jérémiasz.

Novembre

Les cendres du général Bigeard à Fréjus

Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, a inauguré le 20 novembre la stèle qui accueille les cendres du général de corps d'armée Marcel Bigeard sur le site du Mémorial des guerres en Indochine, à Fréjus. Proche du musée des troupes de marine, cette nécropole nationale abritant les corps des milliers de soldats morts pour la France en Indochine est désormais la dernière demeure du général Bigeard, disparu le 18 juin 2010, qui, comme il le souhaitait, repose entouré de ses compagnons d'armes morts au combat en Indochine.



Des Journées défense et citoyenneté exceptionnelles

Tout au long de l'année et à travers toute la France, les armées ont organisé de nombreuses Journées défense et citoyenneté (JDC) exceptionnelles, sur des thèmes aussi variés qu'originaux : l'une commémorait la libération des camps de concentration, une autre au cœur de la base aéronautique navale de Landivisau, une troisième en immersion dans le quotidien des soldats du feu... Troisième étape du parcours de citoyenneté, la Journée défense et citoyenneté est obligatoire pour les garçons et les filles entre la date de recensement et l'âge de 18 ans. Depuis la suspension du service national, cette journée constitue, pour les jeunes Français, l'unique rendez-vous avec l'armée. C'est l'occasion pour eux de rencontrer la communauté militaire et de découvrir les multiples métiers et spécialités que leur offre la Défense.



Septembre

Les 100 ans de l'hôpital Legouest

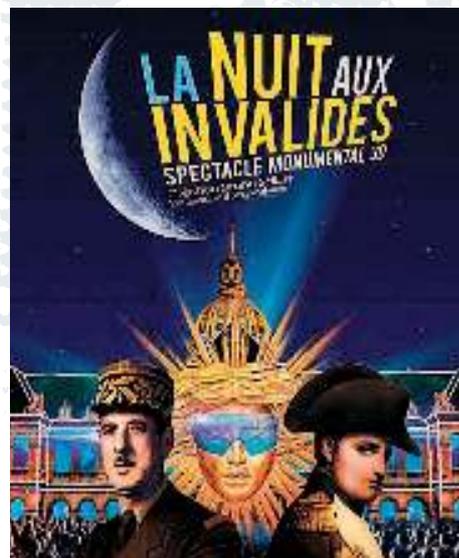
Présidée par le directeur central du Service de santé des armées, une cérémonie de célébration du centenaire de l'hôpital d'instruction des armées (HIA) Legouest, à Metz, s'est déroulée le 14 septembre. Construit en 1912, l'hôpital militaire de Metz est l'héritier de l'hôpital du Fort Moselle (1732-1918). Baptisé « hôpital Legouest » dans les années 1930 en hommage au médecin inspecteur général Venant Antoine Léon Legouest, l'HIA est aujourd'hui une structure de soins de proximité pour la communauté de Défense comme pour les patients civils de l'agglomération de Metz.



Avril

Voyage dans l'histoire des Invalides

Un spectacle son et lumière inédit baptisé La Nuit aux Invalides a retracé l'histoire du monument et de ses grands hommes – Louis XIV, Napoléon et le général de Gaulle – du 11 au 18 avril. Au cœur de la cour d'honneur, plongé dans un décor d'images 3D projetées sur plus de 250 mètres de façades, le spectateur était entraîné



dans le récit par trois grandes voix : Jean Piat, Céline Duhamel et André Dussollier. Sous le haut parrainage du ministère de la Culture et de la Communication et celui de la Défense et des Anciens Combattants, en partenariat avec le musée de l'Armée et avec l'aimable soutien de Max Gallo, ce spectacle a été donné au profit de l'Institution nationale des Invalides. Ceux qui n'ont pas pu y assister pourront se rattraper en 2013, du 18 avril au 7 mai.

Juin

Décès de Robert Galley

Compagnon de la Libération, Robert Galley s'est éteint le 8 juin, à 91 ans. Né en 1921 à Paris, il refuse la défaite dès juin 1940 et quitte la France déguisé en soldat polonais pour rejoindre l'Angleterre. Il s'engage alors dans les Forces françaises libres comme chasseur de 2^e classe à la 1^{re} compagnie autonome de chars de combat. Il prend part à plusieurs opérations en Afrique avant d'être envoyé à El Alamein en juillet 1942. Il est ensuite intégré à la 2^e division blindée du général Leclerc, dont il épousera la fille après la guerre, et participe à de nombreuses campagnes (libération de Paris, Allemagne...). Robert Galley reprend des études scientifiques après-guerre et entre en 1955 au Commissariat à l'énergie atomique. Ministre de 1968 à 1981, ce fidèle du général de Gaulle est une figure importante de la vie politique. Il était notamment grand officier de la Légion d'honneur, avait été cité quatre fois pour la Croix de guerre 1939-1945 et avait reçu la Médaille coloniale.



Mars

DISPARITION DE PIERRE SCHOENDOERFFER

Cinéaste, écrivain, reporter de guerre et ancien militaire, Pierre Schoendoerffer est décédé le 14 mars, à l'âge de 83 ans, à l'hôpital militaire Percy. Toute sa carrière littéraire et cinématographique a été placée sous le signe de l'armée. Engagé dans le service cinématographique des armées, il est fait prisonnier à Diên Biên Phu en 1954. À sa libération, il devient reporter-photographe de guerre et réalise son premier long-métrage, *La Passe du diable*, en 1956. Il alterne ensuite durant toute sa carrière films de fiction et documentaires. *La 317^e Section* (1965), adaptation à l'écran de son premier roman, écrit en 1963, *La Section Anderson* (1967), *Le Crabe-Tambour* (1977), *L'Honneur d'un capitaine* (1982), ou encore *Diên Biên Phu* (1992) comptent parmi ses œuvres majeures.

Mai

La Marine fait escale à Nancy

Les 12 et 13 mai, la Marine a jeté l'ancre dans la ville de Nancy. Le public a ainsi pu s'immerger dans l'univers des bateaux, sous-marins et avions français. Cet événement a été l'occasion, dans une région éloignée de la mer, de rappeler ou de faire découvrir le rôle et l'action de la Marine nationale, de faire voyager à travers le monde et de participer aux missions des équipages.



Au nom du



Dans la cour d'honneur des Invalides, le 16 novembre, cérémonie de transfert de la direction de l'Ordre de la Libération au Conseil national des cinq communes Compagnons de la Libération.

maintien de l'Ordre

Nantes, Paris, Grenoble, Vassieux-en-Vercors et l'île de Sein se sont vus confier la direction de l'Ordre de la Libération le 16 novembre. Ces cinq villes Compagnons de la Libération ont désormais la charge de faire vivre le deuxième ordre national, créé en 1940 par le général de Gaulle.

Le dernier carré des représentants de la France libre est réuni ce vendredi 16 novembre dans la cour d'honneur de l'hôtel national des Invalides. Ces anciens résistants arborent sur leur poitrine la croix de la Libération, un glaive surchargé d'une croix de Lorraine et un ruban vert strié de noir. Foulant le pavé, 15 unités militaires également titulaires de la prestigieuse décoration sont représentées par une garde et son emblème. Présidée par le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, la cérémonie tourne une page dans l'histoire du deuxième ordre national français et de ses membres, les Compagnons. Soixante-douze ans jour pour jour après la création de l'Ordre de la Libération par le général de Gaulle, sa direction

est transférée au Conseil national des communes Compagnons de la Libération, qui vient d'être créé. Un passage de témoin qui doit assurer le devenir de l'Ordre.

Après le décès, en octobre, de Roland de la Poype, pilote aux multiples victoires aériennes, il ne reste aujourd'hui que 23 Compagnons de la Libération vivants sur les 1038 titulaires de la médaille. Car la croix de la Libération, récompense spéciale destinée à ceux qui se sont illustrés dans la libération de la France et de son Empire pendant la Seconde Guerre mondiale, n'est plus attribuée depuis 1946. La disparition des récipiendaires au fil du temps ne laissait donc aucune possibilité de pérennité à cette institution très fermée. De la transformation de l'Ordre dépen- ■■■



JEAN-JACQUES CHATARD / DICOD

■■■ dait sa propre survie. Ainsi, le 26 mai 1999, une loi adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale et le Sénat a créé un organisme, le Conseil national des communes Compagnons de la Libération, qui compte cinq villes : Nantes, Paris, Grenoble, Vassieux-en-Vercors et l'île de Sein. Le décret d'application de cette loi est entré en vigueur le 16 novembre. Cette nouvelle entité assurera désormais la succession du conseil de l'Ordre

Bastard, secrétaire général de la chancellerie de l'Ordre, *puisqu'elles sont Compagnons au même titre que les personnes physiques. Pierre Mesmer, ancien Premier ministre et chancelier de l'Ordre, m'a dit un jour : "Il faut que l'Ordre vive et qu'il rayonne plus tard." Aujourd'hui, son vœu s'accomplit.* »

Cette réorganisation a débuté en 1981 par un pacte d'amitié entre les cinq villes concernées. Aujourd'hui, le conseil national, intronisé

immatériel du seul ordre incarnant les valeurs de la Résistance et pourront mettre en œuvre des initiatives pédagogiques avec l'Éducation nationale.

Les maires en exercice des cinq collectivités siègent au conseil d'administration aux côtés des derniers Compagnons. La présidence tournante d'un an est pour la première fois assurée par Patrick Rimbart, maire de Nantes, tandis que l'actuel chancelier, Fred Moore, devient le

sion de la flamme de la Résistance correspond à l'esprit que s'en faisait le général de Gaulle, seul grand maître de l'Ordre : « *L'Ordre étant circonstanciel, car lié à la Libération, le général avait anticipé sa disparition en évoquant le témoignage futur des collectivités dans une lettre adressée à son chancelier en janvier 1946.* » À Paris, dans le quartier de l' Arsenal (IV^e arrondissement), la mémoire est entretenue depuis 2005 par le baptême d'une voie publique, l'esplanade des-Villes-Compagnons-de-la-Libération ainsi que d'un monument dédié aux soldats de la première armée française.

La volonté du général de Gaulle de conserver à la croix de la Libération un caractère d'exception, non par goût d'élitisme mais par exemplarité, aurait précipité la fin de l'Ordre si le général n'avait pas lui-même décidé de décorer à titre exceptionnel cinq collectivités territoriales. C'est Nantes, la première, qui reçoit dès 1941 cette marque de reconnaissance nationale. La ville oppose une résistance acharnée malgré la répression des autorités d'occupation en développant un réseau de renseignement et en organisant des attentats contre les collaborateurs et des coupures de communication. Parmi les actions spontanées, on retiendra celle de deux étudiants accrochant le drapeau tricolore au paratonnerre de la cathédrale Saint-Pierre le 11 novembre 1940. Au total, plus de 500 Nantais seront otages des Allemands jusqu'à la libération de la ville. ■

Grégoire Chaumeil

« Pierre Messmer, ancien Premier ministre et chancelier de l'Ordre, m'a dit un jour : "Il faut que l'Ordre vive et qu'il rayonne plus tard." Aujourd'hui, son vœu s'accomplit. »



Le 2 avril 1945, le général de Gaulle remet la croix de la Libération à Paris. Nantes est fait Compagnon le 11 novembre 1941, Grenoble le 4 mai 1944, Vassieux-en-Vercors le 4 août 1945 et l'île de Sein le 1^{er} janvier 1946.

et la continuité de l'action de l'Ordre de la Libération. « *Grâce à l'action vigilante du Conseil national des communes Compagnons de la Libération, avec le soutien déterminé du gouvernement de la République, la flamme du souvenir ne s'éteindra pas* », s'est félicité le Premier ministre pendant la cérémonie. « *Il est cohérent que ces villes reprennent le flambeau,* confirme le colonel Loïc Le

gardien de la mémoire combattante, a pour mission d'assurer les traditions de l'Ordre, de gérer son musée parisien, ses archives et d'organiser les cérémonies commémoratives de l'appel du 18 juin et de la mort du général de Gaulle le 9 novembre à Colombey-les-Deux-Églises. Les villes ont également la responsabilité de porter devant les générations futures le patrimoine

premier délégué national du conseil. Pour autant, les Compagnons ne sont pas écartés puisque, ayant chacun une voix, ils interviendront dans le fonctionnement de l'institution. Enfin, les unités militaires titulaires de la croix de la Libération seront naturellement étroitement associées aux initiatives et aux manifestations. Selon Vladimir Trouplin, conservateur du musée, cette transmis-

MUSÉE DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION

Plan ÉPARMIL
ASSURANCE VIE EN EUROS

**Lequel a un Plan ÉPARMIL ?
Tous les trois bien sûr !**

3,51%*



3,51%*

**Une épargne
disponible et sécurisée
pour tous les projets
de la vie.**

**Contactez votre conseiller habituel,
appelez le 32 22** ou visitez agpm.fr**



** Taux de rendement net 2011 avant prélèvement des contributions sociales.*

Pour vous, on s'engage jusqu'au bout

AGPM
ASSURANCE, ÉPARGNE, PRÉVOYANCE



Allemagne - 17 juin 1945. Le régiment de chasse Normandie-Niémen fait escale à Stuttgart

En 1942, alors que l'armée allemande est aux portes de Moscou, le général de Gaulle décide la création d'une unité aérienne pour combattre sur le front de l'Est. Le groupe de chasse n° 3 Normandie est constitué et arrive fin novembre sur la base d'Ivanovo, au nord-est de Moscou. Pilotes et mécaniciens français sont tous volontaires. En deux ans et demi, le groupe équipé d'avions soviétiques Yak effectue plus de 5 000 missions et remporte 273 victoires. En juillet 1944, il appuie les forces soviétiques lors du franchissement du fleuve d'Europe orientale Niémen. Suite à une décision du maréchal Staline, il devient le régiment de chasse Normandie-Niémen. À son retour en France, le Normandie-Niémen est fait Compagnon de la Libération par le général de Gaulle. Il reste l'unité aérienne la plus victorieuse et la plus décorée de l'armée de l'Air.

ECPAD

NORMANDIE-NIÉMEN

Héroïsme et diplomatie aérienne

Ce groupe de chasse de la France libre a combattu les nazis sur le front de l'Est dès 1943. Sa contribution aux côtés des Soviétiques reste, pour les Russes, source de fierté et d'attachement. Par cet engagement en URSS, le général de Gaulle a marqué sa différence vis-à-vis de ses alliés anglo-saxons.

L'histoire du groupe de chasse, devenu régiment, Normandie-Niémen reste l'une des plus glorieuses épopées militaires françaises de la Seconde Guerre mondiale. D'un point de vue humain – grâce aux liens de fraternité entre Français et Soviétiques qui se sont noués presque immédiatement à l'arrivée en URSS – comme d'un point de vue symbolique, puisque, aujourd'hui encore, le souvenir de cette unité reste très vivace, tout particulièrement en Russie. Il n'a d'ailleurs jamais cessé depuis la fin du conflit, même en plein cœur de la guerre froide. L'auteur de ces lignes peut en attester car, lors d'un voyage dans la défunte Union soviétique, en 1990, les gens rencontrés ici ou là, notamment dans les trains – hauts lieux de sociabilité en Russie ! – évoquaient automatiquement le nom de cette unité dès qu'ils apprenaient qu'ils avaient affaire à un interlocuteur français.

273 victoires homologuées

En effet, les Russes ont toujours accordé une grande importance à cette marque de solidarité de la France à leurs côtés dans cette

« Grande Guerre patriotique » qui demeure sans doute le conflit le plus meurtrier de toute l'histoire de l'humanité (entre 25 et 28 millions de morts russes, selon les estimations les plus récentes des historiens). À de nombreux égards, cette aide compte même plus que celle – matérielle – des Anglo-Saxons, pourtant incomparablement plus importante ; l'idée que des Français aient combattu et soient morts sur la terre russe est, là-bas, une authen-



DOMINIQUE VIOLA/DICOD

LAURENT HENNINGER
chargé d'études à l'Institut de recherche
stratégique de l'École militaire (Irssem)

tique source de fierté et d'attachement. Car il faut bien le reconnaître, malgré les 273 victoires homologuées (plus 37 probables) que revendique le Normandie-Niémen, appelé « Neu-Neu », malgré ce chiffre impressionnant qui fait de cette unité aérienne la plus victorieuse de notre armée de l'Air – et aussi la plus décorée –, cette contribution au conflit aux côtés des Soviétiques reste, d'un strict point de vue militaire, un événement d'une portée limitée. Il serait vain et ridicule de penser le contraire, même si cette participation eut lieu lors d'opérations qui comptent parmi les plus importantes de cette guerre : notamment celle de Koursk (en juillet 1943), l'opération Bagration (juin-juillet 1944) qui vit la destruction du groupe d'armées Centre de la Wehrmacht et la libération de la Biélorussie, ou encore la prise de la Prusse orientale et de Königsberg (hiver 1944-1945).

Stratégie et diplomatie

L'importance de cette histoire relève donc bien non seulement de l'épopée humaine, mais au moins autant de la stratégie et de la diplomatie. Ce fut en effet le général de Gaulle qui comprit très tôt tout le profit que la France libre pourrait retirer de la mise en place d'une unité française combattant auprès des Soviétiques. Non seulement cela conférerait plus de « surface » à la France libre que d'être présente aux côtés d'un des principaux adversaires du nazisme, mais aussi – et peut-être surtout – cela lui permettrait de marquer sa différence et d'affirmer son autonomie vis-à-vis d'alliés anglo-saxons qui se montraient volontiers d'un envahissant dirigisme à l'égard de la France libre et de son chef. Au point que le général dut même menacer Churchill et Roosevelt de quitter Londres pour aller s'installer à Moscou ! Bien sûr, la création du groupe de chasse Normandie ne se fit pas sans difficultés surgies de toutes parts, et de Gaulle ne se fit jamais d'illusions sur Staline et son régime, mais il affirmait d'ores et déjà l'indépendance de la France. Une ligne politique qu'il confirmera vingt ans plus tard... ■



LA MARINE FRANÇAISE SUR LES MERS DU MONDE

Rassemblés dans cet album, près de 150 clichés du Service historique de la Défense évoquent les importantes mutations de la Marine nationale de 1860 à 1939, qui met en œuvre la plupart des innovations de la révolution industrielle. Propulsion, systèmes d'armes, conception des coques, tout est repensé au rythme des nouvelles technologies. Les photographies rassemblées restituent également l'incessante succession des univers maritimes, du confinement au dépaysement, de la vie trépidante des arsenaux au calme vertigineux des horizons.

Jean de Préneuf, Philippe Vial, coédition Gallimard et DMPA, 164 p., 35 €

L'HÔTEL DE BRIENNE, résidence du ministre de la Défense

Ce magnifique ouvrage préfacé par le ministre et illustré des photographies de François Poche nous ouvre les portes de l'un des joyaux du faubourg Saint-Germain. Il retrace l'histoire de l'hôtel de Brienne qui s'est métamorphosé sous l'Empire en palais princier pour ensuite abriter le ministère de la Défense. Mais l'hôtel entre dans la légende le jour où le général de Gaulle s'y installe en tant que chef du gouvernement provisoire de la République française, en novembre 1944. Il conserve un ensemble unique de meubles du Premier Empire ainsi que les somptueuses collections de Lucien, frère de Napoléon I^{er}.

Ouvrage collectif, coédition Nicolas Chaudun et ministère de la Défense, 192 p., 55 €

(49 € pour les lecteurs d'*Armées d'aujourd'hui*, commande à adresser aux éditions Nicolas Chaudun, 7, rue des Francs-Bourgeois, Paris 4^e).



AVEC ARMES ET BAGAGES DANS UN MOUCHOIR DE POCHE

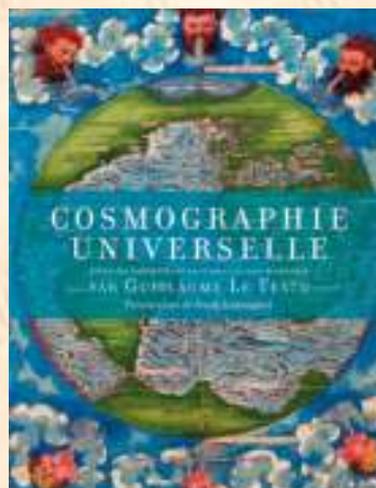
Catalogue de l'exposition qui se tient au musée de l'Armée jusqu'au 13 janvier, ce très bel ouvrage appuie bien sûr la visite, mais constitue en soi un document qui brosse, du xvii^e siècle à nos jours, l'histoire militaire des mouchoirs et foulards. Le collectif de rédacteurs (collectionneurs, conservateurs et historiens) a replacé les étoffes étudiées dans leur contexte : le mouchoir et la mode, la légende napoléonienne, la culture visuelle au xix^e siècle, la formation des

soldats, la symbolique militaire. Les textes sont agrémentés de belles illustrations, souvent en pleine page, répertoriant tous les objets présentés et d'autres documents iconographiques explicatifs.

Coédition musée de l'Armée et Nicolas Chaudun, 288 p., 39,50 €



COSMOGRAPHIE UNIVERSELLE



Achevée en 1556 et dédiée à l'amiral de Coligny, la *Cosmographie universelle* du pilote royal Guillaume Le Testu est l'un des joyaux de la cartographie enluminée de la Renaissance. Inspirée de cartes marines portugaises, cette « peinture du monde » est aussi une tentative unique

pour concilier les relations de voyage des explorateurs, la cosmographie scientifique héritée de l'Antiquité et la géographie fabuleuse du Moyen Âge. Quarante-quatre cartes présentent le monde connu. Les douze dernières dessinent « par imagination » la probable Terre australe qui abrite encore licornes et griffons, ultime refuge du bestiaire de l'imaginaire médiéval.

Présenté par Frank Lestringant, éd. Arthaud, 239 p., 70 €

L'AVIATION D'ANTAN à travers la carte postale ancienne

Pendant près d'un siècle, le ballon gonflé est le seul moyen de s'envoler. Mais le 9 octobre 1890, aux manettes d'une étrange chauve-souris, l'ingénieur français Clément Ader s'élève de quelques mètres. À partir de 400 cartes postales anciennes, le lecteur découvre les débuts de cette passionnante odyssee, depuis les origines jusqu'à la naissance du transport aérien, le 8 février 1919, lorsqu'un bimoteur Goliath, confortablement équipé de dix sièges en osier, assure le premier vol « régulier » de passagers entre Paris et Londres.

Jean-Luc Garnier, HC éditions, 160 p., 28,90 €



LA RÉSISTANCE

Les éditions Gründ, en association avec le Centre national Jean Moulin de Bordeaux, publient une histoire de la Résistance française durant la Seconde Guerre mondiale. L'ouvrage suit la chronologie tout en mettant l'accent sur l'unification des réseaux et le concours progressif des Forces françaises libres à l'effort de guerre allié. Les nombreuses photographies, le texte toujours très pédagogique de l'historien Dominique Lormier, ainsi que les fac-similés de documents rares (tracts clandestins, manuel de sabotage, lettre manuscrite de l'appel du 18 juin...) destinent plus particulièrement cette histoire de la résistance à un jeune public.

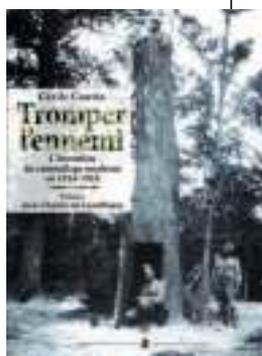
Dominique Lormier, éd. Gründ, 96 p., 29,95 €



TROMPER L'ENNEMI L'invention du camouflage moderne en 1914-1918

La paternité de l'art de tromper l'ennemi revient à deux artistes qui ne se connaissent pas, Lucien-Victor Guirand de Scévola et Louis Guingot. Portés par une même intuition, à savoir la peinture peut faire disparaître ce que l'ennemi ne doit pas voir et, pourquoi pas, simuler ce qu'il faudrait lui faire voir, ils en convainquirent les militaires. La section de camouflage de l'armée française est née. Elle comptera en 1918 près de 3000 soldats et 10000 ouvriers « camoufleurs », tous spécialistes en art du leurre et du trompe-l'œil. Cécile Coutin, conservateur à la BNF et spécialiste du peintre Jean-Louis Forain, l'un des fondateurs de la section de camouflage, fait revivre l'histoire de cet art méconnu et insolite. Un ouvrage d'une exceptionnelle qualité.

Cécile Coutin, coédition Pierre de Taillac et la Défense, 240 p., 35 €



LE RÉGIMENT DE MARCHÉ DU TCHAD Des sables de Koufra aux plaines du Liban

Le Régiment de marche du Tchad (RMT) est l'une des plus prestigieuses unités des troupes de marine. Créé en Afrique alors que la France subit l'invasion allemande, le RMT est lié au célèbre serment de Koufra du général Leclerc. Il participe à la libération de Paris et de Strasbourg et l'une de ses unités entre la première dans le nid d'aigle d'Hitler, à Berchtesgaden. « Régiment du serment », le RMT est aujourd'hui installé à Meyenheim, en Alsace. Il participe à la plupart des opérations extérieures dans lesquelles la France est engagée. Un bel album dirigé par Éric Deroo, historien, cinéaste et première classe d'honneur des troupes de marine.

Éric Deroo, colonel Philippe François, coédition Pierre de Taillac et ministère de la Défense, 224 p., 35 €

